



Standard pour les acteurs commerciaux Fairtrade

Version actuelle: 16.04.2024

Prochaine révision prévue: 2029

Pour tout commentaire: standards-pricing@fairtrade.net

Pour toute information supplémentaire et téléchargement de standards: www.fairtrade.net/standards.html



Sommaire

Introduction	3
Objectif	3
Théorie du changement	3
Références	5
Mode d'emploi du standard	5
Périmètre d'application et assurance de la qualité d'évaluation du Standard	6
Définitions	8
Implémentation	12
Application	12
Suivi des modifications	12
Historique des modifications	13
1. Exigences générales	16
1.1 Droit de commercialiser des produits Fairtrade	16
1.2 Utilisation de la marque Fairtrade	18
2. Commerce	19
2.1 Traçabilité	19
Justificatifs de traçabilité	20
Traçabilité physique	21
«Bilan de masse» (Mass balance)	22
2.2 Composition de produit	24
3. Diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement	27
3.1 S'engager	27
3.2 Identifier	29
3.3 Répondre et remédier	32
3.4 Suivre	36
4. Production	37
4.1 Droit du travail	37
4.2 Protection environnementale	37
5. Activités commerciales et développement	40
5.1 Contrats	40
5.2 Prix et prime Fairtrade	43
Prix des produits Fairtrade	43
Prime Fairtrade	45
5.3 Délais de paiement	46
5.4 Accès au financement	46
5.5 Information sur l'approvisionnement et les marchés en vue de la planification	48
5.6 Partage des risques	49
5.7 Renforcement des capacités	49
5.8 Faire du commerce avec intégrité	50
ANNEXE 1 Convoyeur et Payeur Fairtrade	52



Introduction

Objectif

Le commerce équitable Fairtrade (appelé ci-dessous Fairtrade) constitue une véritable stratégie d'atténuation de la pauvreté et de promotion du développement durable.

Son objectif est de créer des opportunités pour les producteurs et les travailleurs qui se sont trouvés économiquement désavantagés ou marginalisés par le système commercial conventionnel. Ces actions permettent d'entraîner une amélioration du bien-être social et économique des petits producteurs et des travailleurs, ainsi que leur autonomisation et la durabilité environnementale.

Les acteurs commerciaux peuvent rejoindre le système Fairtrade s'ils s'engagent à soutenir les objectifs du Commerce Équitable Fairtrade.

Théorie du changement

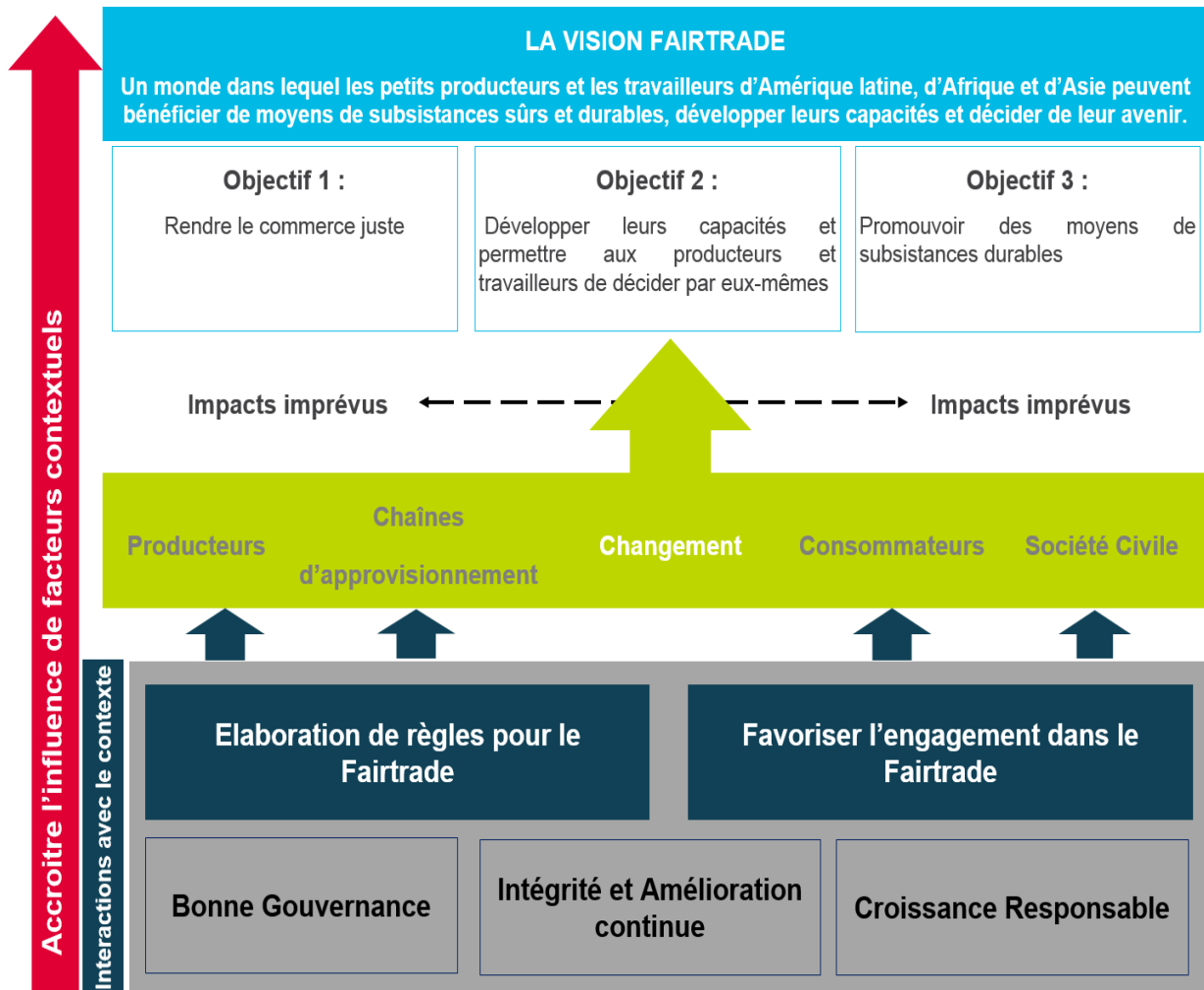
La théorie du changement décrit le changement qu'une initiative tel que le Commerce Équitable Fairtrade souhaite voir à l'œuvre dans le monde, et sa propre compréhension de la façon dont elle peut contribuer à ce changement. Vous trouverez ci-dessous une brève explication de la théorie du changement de Fairtrade soulignant les aspects les plus pertinents pour le Standard des acteurs commerciaux Fairtrade. Vous pourrez trouver des informations supplémentaires sur la théorie du changement de Fairtrade sur le site internet de Fairtrade International.

Fairtrade vise à soutenir les petits producteurs et les travailleurs qui sont marginalisés par le système commercial. La vision de Fairtrade est celle d'un monde dans lequel les petits producteurs et les travailleurs peuvent jouir de moyens de subsistance sûrs et durables, réaliser leur potentiel et décider de leur avenir. Pour concrétiser cette vision, Fairtrade a identifié trois objectifs sur le long terme:

- Rendre le commerce équitable
- Autonomiser les petits producteurs et les travailleurs
- Promouvoir les moyens d'existence durables

Pour atteindre ces buts, Fairtrade a pour objectif d'apporter des changements simultanément dans quatre sphères:

- Les organisations de petits producteurs et de travailleurs
- Les pratiques commerciales de la chaîne d'approvisionnement
- Le comportement des consommateurs
- L'action de la société civile





Références

Pour définir ses Standards, Fairtrade International (FLO) suit certains standards et conventions internationalement reconnus, plus particulièrement ceux de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Les standards Fairtrade sont définis selon une procédure rigoureuse, consultable sur www.fairtrade.net/setting-the-standards.html#c3943. La procédure de FLO est conçue en conformité avec le code de bonnes pratiques pour la mise en place des normes sociales et environnementales ([ISEAL](#)).

Fairtrade International exige que les entreprises respectent la législation nationale sur les sujets couverts par ce standard. Cependant la législation nationale prévaut si ses exigences sont plus strictes que celles des Standards Fairtrade. Il en va de même pour les pratiques spécifiques à une région ou à un secteur.

Mode d'emploi du standard

Chapitres

Le Standard des acteurs commerciaux Fairtrade comporte cinq chapitres: Exigences générales, Commerce, Diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement, Production et Activités commerciales et développement.

- Le chapitre sur les **Exigences générales** définit les exigences relatives à la certification ainsi qu'à la labellisation et à l'emballage des produits finis et non finis.
- Le chapitre sur le **Commerce** définit les exigences liées aux pratiques commerciales.
- Le chapitre du commerce équitable sur les **Diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement** définit les exigences en matière de gestion des risques et des impacts négatifs que les entreprises commerciales peuvent avoir sur les personnes et l'environnement lorsqu'elles font preuve de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement dans le cadre de leurs propres activités et chaînes d'approvisionnement.
- Le chapitre sur la **Production** définit les exigences liées aux pratiques sociales et environnementales tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- Le chapitre sur les **Activités commerciales et le développement** définit les exigences qui rendent plus visible l'approche spécifique du développement qu'a Fairtrade.

Structure

Chaque chapitre et partie du standard comporte:

- **L'objectif** qui introduit et décrit les buts et définit le périmètre de l'application du chapitre ou de la partie en question ;
- Les **exigences** qui spécifient les règles auxquelles vous devez adhérer. Vous ferez l'objet d'audits au regard de ces exigences; et
- Les **recommandations** qui vous aideront à interpréter les exigences. Les recommandations fournissent des exemples de meilleures pratiques et de manières à être en conformité avec l'exigence. Elles offrent en plus des explications concernant l'exigence avec le raisonnement et/ou l'intention qui sous-tend l'exigence. Les recommandations ne feront pas l'objet d'audits.

Exigences

Ce standard comporte deux types distincts d'exigences:

- Les **exigences fondamentales** qui reflètent les principes Fairtrade et avec lesquels il faut être en conformité. Elles sont notifiées par la mention « Fond. » dans la colonne de gauche tout au long du standard.



- **Les bonnes pratiques volontaires (BPV)** qui renvoient aux étapes additionnelles que les acteurs de la chaîne d'approvisionnement peuvent suivre pour favoriser des conditions commerciales encore plus durables. Elles vous servent de point de référence pour atteindre les meilleures pratiques et contribuent à une plus grande durabilité sur l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement. Ces pratiques sont volontaires et ne sont pas obligatoires pour être en conformité avec le Standard des acteurs commerciaux Fairtrade. En revanche, elles feront l'objet d'un suivi régulier afin d'identifier les acteurs qui vont au-delà de la conformité minimale. Ces pratiques sont notifiées par la mention « BPV » dans la colonne de gauche tout au long du standard.

Vous êtes **en conformité** avec le Standard des acteurs commerciaux Fairtrade si vous **remplissez les exigences fondamentales** qui vous concernent.

Certaines exigences se voient attribuer un numéro (1 ou 3). Ce numéro représente le nombre d'années dont dispose votre entreprise avant d'être auditée par rapport à l'exigence en question. Notez que certaines exigences peuvent ne pas s'appliquer à votre entreprise. Par exemple, si votre entreprise appartient à la catégorie des petits commerçants, elle ne sera pas auditée par rapport à l'exigence de disposer d'une politique en matière de droits humains et d'environnement (DRDHE), qui s'applique aux moyens et grands commerçants. Ou, par exemple, si votre entreprise appartient à la catégorie des négociants moyens, mais n'est pas un premier acheteur, elle ne sera pas auditée par rapport à l'exigence relative au dialogue de la chaîne d'approvisionnement sur la collaboration en matière de droits de l'homme et d'environnement. Dans ce cas, l'organisme de certification considérera que ces exigences ne sont pas applicables.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite) **Le Standard pour les acteurs commerciaux Fairtrade s'applique à vous** quel que soit le produit que vous souhaitez certifier. Fairtrade International publie en outre des standards pour les produits, qui viennent compléter les exigences spécifiques du Standard des acteurs commerciaux Fairtrade. **Les standards pour les produits doivent également être respectés** et doivent faire l'objet d'une lecture conjointement à ce standard. Pour certains produits, des exceptions à certaines exigences de ce standard ont été définies dans le standard du produit concerné. Mises à part ces exceptions explicites, le Standard des acteurs commerciaux Fairtrade supprime les standards Fairtrade pour les produits.

Les prix minimum Fairtrade et les niveaux de la prime Fairtrade pour les produits Fairtrade sont publiés séparément des standards pour les produits. Les payeurs et convoyeurs Fairtrade doivent se référer au site internet de Fairtrade International pour les détails concernant les niveaux des prix et de la prime (www.fairtrade.net/price-and-premium-info.html), et s'assurer qu'ils sont en conformité avec ces derniers. Les producteurs doivent également s'assurer qu'ils sont informés des niveaux en cours des prix et de la prime Fairtrade pour leurs produits.

Périmètre d'application et assurance de la qualité d'évaluation du Standard

Ce standard s'applique à toutes les entreprises qui achètent et vendent des produits Fairtrade et qui appartiennent à une des quatre catégories ci-dessous. La méthode d'assurance de la qualité choisie pour évaluer la conformité avec ce standard est déterminée par le rôle de l'entreprise dans la chaîne d'approvisionnement et également par le nombre et type d'exigence à respecter.

- Les entreprises suivantes doivent être **certifiées**, et sont, par conséquent, soumises à des audits physiques:
 - o Les entreprises qui achètent et vendent un produit Fairtrade jusqu'à ce que le produit soit dans son emballage final.

- Les entreprises qui achètent directement auprès des producteurs et/ou sont responsables de l'achat et de la transmission du prix minimum Fairtrade ou de la prime Fairtrade.
- Les entreprises suivantes doivent être **vérifiées**, et sont, par conséquent, dispensées d'audits physiques, à moins qu'ils ne soient jugés nécessaires ; et, sont suivies grâce à des outils de *reporting* efficaces:
 - Les entreprises qui ont signé un contrat de sous-Licence en vue d'utiliser un des labels FAIRTRADE ou faire référence à Fairtrade et qui n'entrent pas dans l'une des deux catégories précédemment citées. Elles sont suivies par l'Organisme National Fairtrade de leur pays. Les exigences applicables à ces entreprises sont définies dans leur contrat de sous-Licence.
 - Les entreprises travaillant sous le modèle Fairtrade d'Approvisionnement des Ingrédients (FSI) pour le coton après le payeur Fairtrade, ou après l'étape de l'égrenage (si elle intervient avant). Elles sont suivies via l'outil de traçabilité dénommé « *Fairtrace* ».

Différentes exigences s'appliquent à différentes entreprises selon leur rôle dans la chaîne d'approvisionnement. Vous pouvez voir si une exigence est applicable à votre cas dans la colonne "s'applique à":

- **Tous les acteurs commerciaux:** signifie toutes les entreprises concernées par l'application de ce standard.
- **Payeur Fairtrade:** signifie l'entreprise qui est responsable du paiement du prix ou de la prime Fairtrade. Veuillez consulter l'[Annexe 1](#) pour voir le payeur par défaut pour votre produit.
- **Convoyeur Fairtrade:** signifie l'entreprise responsable de la transmission du prix ou de la prime Fairtrade du payeur au producteur. Veuillez consulter l'[Annexe 1](#) pour voir si les premiers acheteurs peuvent être autorisés d'agir comme convoyeurs pour votre produit.
- **Premier acheteur:** signifie l'entreprise qui achète directement au producteur.
- **Acteurs commerciaux FSI:** il s'agit des entreprises travaillant sous le modèle Fairtrade d'Approvisionnement des ingrédients pour tous les produits sauf les bananes
- **Acteur commercial de petite envergure** – signifie que l'entreprise emploie moins de 50 personnes avec un chiffre d'affaires annuel \leq 10 millions d'euros (provenant des ventes Fairtrade et non Fairtrade).
- **Acteur commercial de moyenne envergure** – signifie que l'entreprise emploie de 50 à 249 personnes et/ ou génère entre 10 et 50 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel (ventes Fairtrade et hors Fairtrade).
- **Acteur commercial de grande envergure** – signifie que l'entreprise emploie \geq 250 personnes ou génère un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros (provenant des ventes Fairtrade et hors Fairtrade).

En général, ce standard ne s'applique pas aux organisations de producteurs, car les règles commerciales qu'elles doivent respecter sont comprises respectivement dans le Standard Fairtrade pour les Organisations de Petits Producteurs, le Standard Fairtrade pour la Production sous Contrat ou le Standard Fairtrade pour la production dépendant d'une main-d'œuvre salariée. Il est cependant important pour les producteurs de savoir que les acheteurs doivent être en conformité avec ce standard lorsqu'ils achètent des produits Fairtrade et sont encouragés à comprendre ces règles afin d'être dans une meilleure position lors de la négociation de transactions aux conditions Fairtrade.

Les organisations de producteurs qui vendent de la matière certifiée Fairtrade d'une autre organisation certifiée sont considérées comme des acteurs commerciaux et doivent être en conformité avec les exigences du Standard des acteurs commerciaux Fairtrade qui se trouvent dans ce document.



Les organisations de producteurs qui vendent des produits finis labellisés Fairtrade aux consommateurs et les organisations de producteurs qui vendent des produits composés ou des ingrédients composés doivent être en conformité avec les exigences spécifiques d'utilisation de la marque déposée Fairtrade ainsi qu'avec la composition des produits du Standard des acteurs commerciaux Fairtrade qui se trouvent dans ce document.

Définitions

Il s'agit des définitions de tous les termes clés utilisés dans ce standard, y compris les définitions actuelles des termes relatifs au commerce, tels qu'employés par l'organisme qui définit le standard Fairtrade et l'organisme de certification. Ces termes peuvent apparaître soit dans ce standard pour les acteurs commerciaux Fairtrade, soit dans les standards Fairtrade pour les produits.

Achats durables - un ensemble de pratiques d'approvisionnement responsables qui favorisent une chaîne d'approvisionnement soucieuse du développement durable et permettent aux agriculteurs et aux travailleurs au début de la chaîne d'approvisionnement de prospérer. Ces pratiques sont ancrées dans les principes de prix équitables, de partage des risques, de transparence et de responsabilité.

Acheteur: opérateur qui achète un produit certifié ou de la matière première certifiée.

Acteur commercial: toute entreprise assujettie à ce standard.

Agent: personne publique ou morale qui fournit des services de commercialisation ou de logistique aux opérateurs, mais qui à aucun moment ne devient propriétaire du produit ou de la matière première certifiée.

Agent Promoteur (AP): terme utilisé par FLO dans le contexte des projets de production sous contrat. Cela peut être toutes sortes d'organisations intermédiaires légalement établies, soit un marchand (exportateur/commerçant) ou un non industriel (ONG ou privé) qui forment un partenariat avec les producteurs, avec qui, ils signent un contrat. L'agent promoteur dote les producteurs individuels d'une gamme de services divers, incluant l'appui à l'organisation. Il peut recevoir la prime Fairtrade pour le compte des producteurs.

Audit: processus de vérification pour évaluer la conformité d'un opérateur et/ou un produit avec les standards Fairtrade.

Certificat: confirmation écrite délivrée par une organisation de certification selon laquelle un opérateur ou un lot de produit(s) se trouvent en conformité avec le standard.

Certification: procédé d'émission d'une confirmation par une organisation de certification selon laquelle un opérateur et/ou un lot spécifique de produits se trouve être en conformité avec ce standard.

Certification Rétroactive (ou « rétro certification »): lorsqu'un acheteur a acheté un produit à un producteur ou un convoyeur certifié dans des conditions ordinaires (non certifiées), et veut le convertir en produit certifié.

Chaîne d'approvisionnement Fairtrade – une chaîne d'approvisionnement Fairtrade comprend des opérateurs certifiés/ vérifiés Fairtrade qui vendent et achètent des produits Fairtrade. Elle commence par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement impliqués dans la production de produits Fairtrade éligibles et se termine par des produits prêts à la consommation qui ne sont pas transformés ou réemballés avant d'être vendus au consommateur.

Comité des exceptions: comité chargé de donner les directives pour l'attribution des exceptions. Les exceptions de « Type II » peuvent être accordées exclusivement par le comité des exceptions.

Compensation de produit: lorsqu'un acheteur achète un produit ou de la matière première à un producteur non certifié ou à un convoyeur dans des conditions ordinaires (non certifiée), et veut convertir ce produit ou cette matière première en « certifié » en achetant plus tard la quantité et la qualité équivalente à un producteur certifié, qui est alors vendu comme un produit ou de la matière première non certifié.

Consommateur: le dernier usager du produit.

Contrat: accord écrit et signé entre deux parties ou plus.

Convoyeur: opérateur qui reçoit le prix ou la prime Fairtrade d'un payeur Fairtrade et la fait suivre au producteur certifié.

Date d'entrée en vigueur de l'exigence - correspond à la date à laquelle les opérateurs doivent appliquer une exigence. Tous les services et conditions convenus avant la date d'entrée en vigueur mais fournis/exécutés après la date d'entrée en vigueur de l'exigence doivent être conformes à ceux stipulés dans l'exigence.

Dérogation: droit restreint d'éviter l'application d'un standard spécifique selon des conditions spécifiques.

Détenteur de licence: entreprise signataire d'un contrat de licence avec une Organisation Nationale Fairtrade ou Fairtrade International et autorisée à utiliser la Marque de Certification Fairtrade.

Exception: accord formel donnant à un opérateur la permission d'utiliser un ingrédient non certifié à la place d'un ingrédient certifié dans une composition de produit pour une période de temps définie et selon des conditions particulières.

Ex Works: signifie que la livraison a lieu quand le vendeur met la marchandise à la disposition de l'acheteur dans son établissement ou autre lieu convenu (usine, entrepôt, etc.) hors formalités douanières d'exportation et hors chargement sur des véhicules de ramassage.

Fairtrade : renvoie à toutes les activités de Fairtrade International, FLOCERT, des Réseaux de Producteurs Fairtrade, des Organisations nationales/régionales Fairtrade et des Organisations Fairtrade de commercialisation.

Fairtrade International e.V. (FLO) : Organisation Internationale de(s) Labellisation(s) Fairtrade, une organisation à but non lucratif qui développe les Standards Fairtrade, donne des conseils pour appuyer les producteurs Fairtrade et facilite le développement des marchés Fairtrade.

Fournisseur – tout acteur commercial ou toute organisation de producteurs qui acquiert la propriété ou le contrôle légal d'un produit au cours de la production, de la fabrication/ transformation, du transport et de la vente au détail (physiquement et/ ou administrativement) et qui fournit des produits à son client. Un fournisseur Fairtrade est une organisation et/ ou une entreprise certifiée/ vérifiée Fairtrade qui fournit des produits aux conditions Fairtrade. Un fournisseur Fairtrade peut opérer au sein d'une chaîne d'approvisionnement intégrée ou non intégrée. Un fournisseur immédiat est un fournisseur de niveau 1.

Force Majeure: clause utilisée dans les contrats pour décharger une partie d'une obligation contractuelle dans l'éventualité d'une situation qui ne soit pas de son ressort, comme une guerre, des agitations civiles, une grève ou des conditions climatiques exceptionnelles.

FLO-ID : est un numéro d'identification client unique qui est attribué à tous les opérateurs Fairtrade par l'organisme de certification. L'existence d'un FLO-ID ne signifie pas obligatoirement que l'opérateur est certifié.

Free on Board (FOB): signifie que la livraison a lieu quand les marchandises ont passé le bastingage du navire au port d'embarquement convenu. A partir de ce moment, tous les frais et les risques de pertes et d'endommagements des marchandises sont à la charge de l'acheteur. Sous les termes FOB, les formalités d'exportation incombent au vendeur.



Ingrédient: toute substance, y compris tout additif alimentaire, utilisé dans la fabrication et la préparation d'un aliment et présent dans le produit fini, potentiellement, sous une forme modifiée.

Ingrédient composé: ingrédient composé de plusieurs ingrédients (par ex. les pépites de chocolat) qui n'est pas destiné à l'achat par le consommateur.

Ingrédient de transition: ingrédient contenu dans un produit composé alimentaire qui n'est pas entièrement d'origine Fairtrade, mais qui dispose d'un projet écrit visant à le faire devenir 100% Fairtrade.

Laitier: contenant du lait ou des produits laitiers.

Modèle Fairtrade d'Approvisionnement des Ingrédients (FSI) d'Approvisionnement Fairtrade (connu précédemment sous le nom de Fairtrade Sourcing Programme - FSP): modèle d'approvisionnement des matières premières, applicable à tous les produits sauf les bananes. Ce modèle concerne les commodités Fairtrade et est indiqué par l'usage de la marque FSI. Les détenteurs de licence FSI se voient offrir toute une gamme d'options en communication, comprenant l'étiquetage de la marque FSI sur les produits mixtes, ainsi que sur d'autres supports que les emballages, ainsi que/ou dans les communications.

Opérateur: tout producteur, acheteur, vendeur ou convoyeur certifié tels que définis par ces standards.

Organisme de Licence: agent qui rédige et signe un contrat de licence avec un détenteur de licence. Dans les pays ayant une Organisation Nationale Fairtrade, celle-ci fait office d'organe des licences. Dans les pays sans Organisation Nationale Fairtrade, Fairtrade International fait office d'organe des licences.

Organisation Nationale Fairtrade (ONF): membre à part entière de Fairtrade International tel que défini par sa Constitution. Une ONF est essentiellement responsable des licences d'utilisation du label FAIRTRADE, de la commercialisation, du développement commercial et de la sensibilisation dans une zone géographique définie du label FAIRTRADE.

Organisme de Certification: organisation tierce indépendante, ou parties tierces, à qui FLO a délégué les fonctions d'inspection et de certification.

Organisme promoteur: appellation utilisée par Fairtrade International dans le contexte de la production sous contrat. Il peut s'agir de n'importe quelle organisation intermédiaire constituée juridiquement, acteur commercial (exportateur/négociant), ou non (ONG ou privé) qui forme un partenariat avec les producteurs avec lesquels elle a signé un contrat. L'organisme promoteur fournit aux producteurs individuels une large gamme de services, y compris le soutien à l'organisation. Il peut recevoir la prime Fairtrade au nom des producteurs.

Payeur Fairtrade: acheteur responsable du paiement du prix minimum Fairtrade et de la prime Fairtrade. Les acheteurs doivent vérifier leur statut potentiel de payeur Fairtrade avec l'organisme de certification.

Plan d'approvisionnement: plan des quantités et qualités potentielles qui seront probablement achetées durant l'année ou la saison.

Préfinancer: financer des contrats avant la livraison ou la réception du produit ou de la matière première certifiée.

Prime Fairtrade: montant payé aux producteurs en plus du paiement pour leurs produits. La prime Fairtrade est prévue pour les investissements dans les activités de l'organisation des producteurs ou dans des projets communautaires (pour les organisations de petits producteurs ou les projets de production sous contrat) ou pour le développement socio-économique des travailleurs et de leur communauté (pour les situations dépendantes de main d'œuvre salariée).

Prix Fairtrade: prix total payé aux producteurs comprenant le prix minimum Fairtrade (ou le prix du marché pertinent le cas échéant) et la prime Fairtrade.



Prix Minimum Fairtrade:(quand il existe) le prix le plus bas qui puisse être payé par les acheteurs aux producteurs pour un produit ou de la matière certifié en conformité avec les standards Fairtrade.

Prix du marché: prix calculé dans des conditions normales/ordinaires (incluant tout différentiel de qualité, variétés ou autres facteurs), sans référence à aucune prime Fairtrade.

Prix Bord champ: ainsi utilisé par FLO, il se réfère au prix payé à l'entité de producteurs certifiée (par exemple: les Organisations de Petits Producteurs), et non à la ferme d'un producteur individuel. Porte de la Ferme veut donc dire que le vendeur (l'entité de producteurs certifiée) livre quand il met les marchandises à la disposition de l'acheteur dans son établissement.

Producteur: entité qui a été certifiée selon le Standard Générique Fairtrade de FLO pour les Organisations de Petits Producteurs, le Standard Générique Fairtrade pour les situations dépendantes de main d'œuvre salariée, ou le Standard Fairtrade pour les Projets de Production sous Contrat.

Production Contractuelle (PC): agriculteurs qui sont sous contrat pour produire et vendre leurs produits à un prestataire de services. Dans le contexte du Fairtrade, la PC renvoie aussi au Standard Fairtrade décrivant la relation entre le prestataire de services (Agent Promoteur), les producteurs sous contrat et leurs représentants (Conseil Exécutif des Producteurs).

Produit: Produit signifie matière première ou ingrédient certifié qui a été produit et commercialisé à la fois selon les Standards spécifiques pour ce produit ou cette catégorie de matière première ou cette catégorie d'ingrédient et selon les Standards génériques Fairtrade. Un produit peut être considéré produit principal ou produit secondaire. Un **produit principal** est le produit principal qui est issu d'un processus de production. Le terme « processus de production » s'applique à la fois à la production agricole et à la production agro-industrielle. Le paiement du prix minimum Fairtrade et /ou la prime Fairtrade s'applique au produit principal. **Produit secondaire** signifie tout produit qui est issu du processus de production en plus du produit principal. Un produit secondaire peut être consommé directement, utilisé comme intrant dans un autre processus de production, rejeté ou recyclé. Un **produit secondaire** peut être un coproduit, ou un résidu. Un **produit dérivé d'un produit secondaire** est un produit secondaire transformé.

Produit fini composé: produit prêt à la consommation composé de plus d'un ingrédient.

Produit fini: produit agréé à la fois pour le secteur du commerce de détail et pour le secteur hors domicile.

Produit non certifié: tout produit qui n'a pas été produit ou commercialisé dans les conditions des Standards Fairtrade.

Produit non fini: Tout produit qui n'est pas un produit fini prêt à la consommation.

Rotation des cultures : sont des cultures variées qui sont généralement cultivées dans un ordre planifié défini sur le même domaine, en particulier pour éviter d'épuiser les sols et de contrôler les mauvaises herbes, les maladies et les ravageurs. Aux fins de la présente norme, il comprend également les cultures intercalaires qui sont cultures entre les rangées d'une autre culture principale.

Sous-traitant: particulier ou entreprise qui fournit des services de transformation ou de fabrication au nom d'un opérateur mais qui ne prend pas possession légale du produit.

Standard de Produit: série d'exigences spécifiques au(x) produit(s) et qui s'appliquent uniquement aux opérateurs qui commercialisent un ou plusieurs produits couverts par ces standards.

Traçabilité: capacité à retracer la chaîne de valeur, l'utilisation et/ou la localisation d'un produit.

Vendeur: opérateur qui vend un produit certifié.

Implémentation

Lorsqu'il entreprend des audits, assure le suivi des rapports et qu'il prend des décisions concernant la vérification et la certification, l'organisme de certification suivra précisément la formulation exacte de l'exigence et des objectifs avancés. À cette fin, l'organisme de certification développe des **critères de conformité** pour chaque exigence. En cas de doute sur l'application correcte d'un critère de conformité de la part d'un opérateur, l'organisme de certification effectuera son évaluation selon les objectifs énoncés par ce standard.

Appliqués à une situation donnée, les objectifs énoncés ne sont pas forcément atteints en suivant exactement les critères de conformité. Dans ce cas, l'organisme de certification adoptera une certaine flexibilité dans l'interprétation de ce standard, en accordant des exceptions. Les entreprises devront suivre la procédure applicable en vue de demander une exception.

Fairtrade se réserve le droit de mener des projets pilotes dans le cadre du présent Standard pour tester de nouvelles exigences ou des alternatives aux exigences existantes. Les projets pilotes doivent suivre une procédure transparente, qui est décrite dans [la Procédure opérationnelle standard pour les projets pilotes](#)

L'unité des Standards et des Prix de Fairtrade International fournit des documents explicatifs qui contiennent des informations supplémentaires relatives à ce standard. Ces documents se trouvent sur le site web de Fairtrade International: www.fairtrade.net/standards. Vous ne ferez pas l'objet d'audit par rapport aux documents explicatifs.

Application

Cette version du Standard pour les acteurs commerciaux a été publiée le 16 avril 2024 et est applicable à partir du 1er janvier 2025. Cette version remplace toutes les versions précédentes et inclut les exigences nouvelles et modifiées. Dans ce Standard, les nouvelles exigences sont identifiées par la mention « **NOUVEAU 2025** ».

Les entreprises qui commencent leur certification le 1er janvier 2025 ou après cette date devront se conformer à toutes les exigences applicables après leur cycle de certification habituel. Les délais indiqués dans les exigences se réfèrent au nombre d'années après la première certification.

Les entreprises qui sont certifiées avant le 1er janvier 2025 devront se conformer à toutes les exigences applicables après les périodes de transition suivantes :

- Exigences fondamentales **NOUVEAU 2025*** : applicables à partir du 1er janvier 2026.
- Exigences fondamentales **NOUVEAU 2025**** : applicables à partir du 1er janvier 2027.

Les bonnes pratiques volontaires (BPV) ne sont pas obligatoires pour se conformer à ce standard, mais elles seront évaluées au cours d'audits.

Suivi des modifications

Fairtrade International peut modifier les standards Fairtrade comme cela est expliqué dans les Procédures opérationnelles concernant les Standards de Fairtrade International www.fairtrade.net/setting_the_standards.html. Les exigences dans les Standards Fairtrade peuvent être



ajoutées, supprimées ou modifiées. Si vous êtes certifié Fairtrade, vous devez consulter régulièrement le site internet de Fairtrade International pour être au courant des changements apportés aux standards.

La vérification et la certification Fairtrade garantissent votre conformité avec les standards Fairtrade. Les modifications apportées aux standards Fairtrade peuvent changer les critères de la certification et de la vérification Fairtrade. Si vous souhaitez être certifié ou vérifié Fairtrade, ou que vous l'êtes déjà, vous devez vérifier régulièrement les critères de conformité et les politiques de certification sur le site web de l'organisme de certification à l'adresse www.flo-cert.net.

Historique des modifications

N° de la version	Date de publication	Modifications
01.05.2011_v1.0	01.05.2011	Modifications du Nouveau Cadre pour les Standards (NCS): (1) réorganisation du standard en 4 chapitres, (2) inclusion d'exigences sur les produits et ingrédients composés, (3) nouvelle partie définissant la traçabilité physique, le bilan de masse sur un site et le bilan de masse groupé et (4) l'ajout d'exigences sur l'utilisation de la marque FAIRTRADE.
01.05.2011_v1.1	30.01.2013	Modification de l'exigence 2.1.13 (bilan de masse) et du paragraphe « Objectifs et portée » de la section 2.1.
01.05.2011_v1.2	13.12.2013	Modifications des parties 1.2 Utilisation de la marque, 2.2 Composition des produits, et des définitions, pour prendre en compte les Programmes d'Approvisionnements Fairtrade et toute référence à Fairtrade au-delà de l'utilisation de la marque sur les produits finis. Application de l'exigence 4.3.6 aussi aux fruits séchés et aux jus de fruits lorsqu'il n'y a pas de prix minimum Fairtrade.
01.05.2011_v1.3	01.07.2014	Modifications de la partie 2.1 Traçabilité pour incorporer le modèle du Programme d'Approvisionnement Fairtrade pour le Coton.
01.03.2015_v1.0	01.03.2015	Révision complète du standard. Ajout de meilleures pratiques volontaires. Ajout des chapitres sur le droit du travail, la protection environnementale, le renforcement des capacités et faire du commerce avec intégrité. Simplification de la formulation, réorganisation, suppression des redondances, ajout ou amélioration de recommandations.
01.03.2015_v1.1	07.09.2015	Corrections concernant l'opérateur auquel s'applique l'exigence (4.1.8, 4.2.1, 4.2.3, 4.5.1) reformulation de l'intention des sections, reformulation de l'introduction de l'Annexe 1, suppression de l'exigence concernant les contrats pour les opérateurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
01.03.2015_v1.2	01.12.2016	Liste révisée des matières dangereuses (HML), anciennement Liste des interdictions de matériaux, et les exigences



		connexes. Le période de transition pour la conformité aux normes relatives à la HML a été prolongée de 01/01/2017 au 01/01/2018. Définition des cultures de rotation ajoutée ainsi que le prix et la prime payeur pour les cultures de rotation dans le cadre des contrats de production à l'annexe 1.
01.03.2015_v1.3	01.05.2017	Report de la date limite pour la suppression progressive du bilan de masse groupé pour le cacao et le sucre. Exigences supplémentaires concernant les conditions d'application du groupe bilan de masse et la transparence sur les systèmes de traçabilité.
01.03.2015_v1.4	22.01.2018	Extension à FSP de toutes les commodités sauf le café et les bananes. Cela inclut tous les changements d'application, la définition du FSP, l'intention de la section sur la traçabilité, et 2.1.14 et 2.2.5. et le Fairtrade Sourcing Programme (FSP) renommé par le modèle Fairtrade d'Approvisionnement des Ingrédients (Fairtrade Sourced Ingredient, FSI)
01.03.2015_v1.5	01.09.2018	Date limite supprimée pour le groupe bilan de masse pour le cacao et le sucre (section bilan de masse, 2.1.12)
01.03.2015_v1.6	03.04.2019	Introduction d'une nouvelle exigence (4.1.7) sur la transparence concernant la prestation de services
01.03.2015_v1.7	16.08.2021	Extension du FSI au café. Modification de l'objectif de la section 2.1 sur la traçabilité Inclusion du thé dans la transparence B2B du modèle de traçabilité (2. 1.13) Amendement de la recommandation sur les exceptions pour l'utilisation d'ingrédients non-Fairtrade (critère 2.2.4)
01.03.2015_v1.8	15.12.2023	Modifications de la section implémentation en œuvre pour clarifier l'approche de Fairtrade concernant les projets pilotes liés à la mise en œuvre des standards.
16.04.2024_v2.0	16.04.2024	Révision standard complète avec accent sur Diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement (DRDHE) ou HREDD, pour son acronyme en anglais : <ul style="list-style-type: none"> - Modification des sections de l'introduction : Référence, Champ d'application et assurance, Définitions ; - Réorganisation des exigences dans les chapitres : Production, Affaires et développement ; - Ajout d'un nouveau chapitre sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et d'environnement (HREDD) avec de nouvelles exigences correspondant aux étapes de la HREDD - Engagement, Identification, Traitement et Remédiation et Suivi ;



		<ul style="list-style-type: none">- Ajout d'une nouvelle exigence sur la conformité avec les lois nationales (1.1.10)- Modification de l'applicabilité de l'exigence 4.2.4 relative à la gestion de l'impact environnemental ;
--	--	---

1. Exigences générales

Objectif: l'objectif de cette partie est d'avoir un processus robuste pour s'assurer que tous les produits Fairtrade, les labels Fairtrade, et la communication des entreprises quant à leur niveau d'engagement avec Fairtrade, sont fiables.

1.1 Droit de commercialiser des produits Fairtrade

Objectif: S'assurer que tous les acteurs commerciaux Fairtrade qui commercialisent des produits Fairtrade sont en droit de le faire, et se soumettent aux mécanismes de vérification appropriés pour assurer leur conformité avec toutes les règles correspondantes.

1.1.1 Autorisation de l'organisme de certification

S'applique à: tous les acteurs commerciaux

Fond. Vous commencez à commercialiser des produits Fairtrade après avoir reçu la permission correspondante de la part de l'organisme de certification.

1.1.2 Accepter les audits et les demandes d'information

S'applique à: tous les acteurs commerciaux

Fond. Vous **acceptez** les audits prévus et non-prévus, y compris des entités additionnelles et vous **effectuez** tous les rapports demandés en vue d'évaluer la conformité avec ce standard. Vous **fournissez** à l'organisme de certification toutes les informations qu'il demande en vue de vérifier la conformité à ce standard.

1.1.3 Enregistrement et contrats avec des entités additionnelles

S'applique à: tous les acteurs commerciaux

Fond. Vous **exigez** de manière contractuelle que les entités additionnelles avec lesquelles vous travaillez soient en conformité avec ce standard, acceptent les audits et effectuent des rapports réguliers, tel que l'exige l'organisme de certification.
Lorsque vous commencez à travailler avec une nouvelle entité additionnelle, vous **enregistrez** cette dernière auprès de l'organisme de certification.

Recommandations: les entités additionnelles ne s'approprient pas la propriété juridique du produit Fairtrade. Les entités additionnelles incluent les entreprises en sous-traitance, les filiales, etc. L'organisme de certification déterminera quelles sont les exigences de ce standard applicables à vos entités additionnelles et effectueront des audits uniquement sur ces exigences.

1.1.4 Fournisseurs de produits Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fondam.	Vous achetez de la matière première ou des ingrédients Fairtrade uniquement des producteurs ou des acteurs commerciaux Fairtrade détenteurs d'une certification ou d'une vérification valide.

1.1.5 Partenaires commerciaux Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fondam.	Vous vous assurez que la matière première ou les ingrédients Fairtrade <u>qui ne sont pas</u> dans des emballages prêts pour la vente au consommateur sont uniquement vendus aux acteurs commerciaux Fairtrade détenteurs d'une certification valide.

1.1.6 Approvisionnement auprès des organisations de producteurs

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, sauf, ceux qui achètent directement aux organisations de producteurs au statut « agriculture sous contrat »	
Fondam.	<p>Vous achetez de la matière première certifiée à des organisations de producteurs et non pas directement à des membres individuels de l'organisation.</p> <p>Si cela n'est pas possible, vous prouvez pourquoi il n'est pas possible d'acheter à l'organisation et vous avez un contrat cadre en place afin de réguler les détails suivants entre vous et l'organisation de producteurs: traçabilité, volume, prix, conditions de livraison, conditions de paiement et méthode de facturation.</p>

1.1.7 Suspension

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond.	<p>Vous ne signez pas de nouveau contrat Fairtrade si:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Votre fournisseur/acheteur est suspendu ; ou - Vous êtes suspendu ; <p>à moins que vous ne puissiez prouver que vous avez des relations commerciales existantes.</p> <p>Si vous avez effectivement des relations commerciales existantes, vous pouvez signer de nouveaux contrats avec ces partenaires mais le volume est restreint à un maximum de 50% du volume échangé avec chaque partenaire au cours de l'année précédente.</p> <p>Dans tous les cas, vous devez honorer les contrats Fairtrade existants pendant la période de suspension.</p>
Recommandations: l'organisme de certification déterminera s'il existe une relation commerciale.	

1.1.8 Dé-certification

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond.	Vous ne faites aucune transaction Fairtrade avec un acteur commercial dé-certifié, ou si vous êtes dé-certifié, même si vous avez signé un contrat. Cependant, vous acceptez les produits Fairtrade qui ont été échangés avant la date de la perte de la certification (dé-certification).
Recommandations: par exemple, dans un contrat « <i>free on board</i> » (FOB), si le produit est à bord avant la dé-certification, alors il doit être accepté. Les transactions qui n'ont pas encore été livrées ne sont plus des contrats Fairtrade.	

1.1.9 Contact Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond.	Vous désignez un contact officiel pour les questions relatives à Fairtrade.
Recommandations: le contact-clé (l'agent Fairtrade) fait office de personne de contact principale pour les questions de certification et d'audit. Cette personne a la responsabilité de garantir votre conformité avec toutes les exigences et de tenir l'organisme de certification à jour des coordonnées et autres informations pertinentes.	

1.1.10 **NOUVEAU 2025** Conformité avec la législation nationale

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond.	Rien n'indique que votre entreprise enfreigne la législation nationale des pays où elle est légalement établie et/ ou opère, et les sujets couverts par le présent Standard.
Recommandations: Les sujets de la législation nationale comprennent ceux qui sont couverts par les sections du Standard sur les droits du travail, la protection de l'environnement, les entreprises et le développement.	
Lorsque la législation nationale est moins stricte que le présent Standard, l'exigence énoncée dans le Standard prévaudra.	

1.2 Utilisation de la marque Fairtrade

Objectif: s'assurer que la marque Fairtrade et les références faites à Fairtrade sont utilisées de manière appropriée.

1.2.1 Contrat pour l'utilisation de la marque FAIRTRADE

S'applique à: tous les acteurs commerciaux utilisant la marque FAIRTRADE ou faisant une référence à Fairtrade	
Fond.	Pour l'utilisation de la marque FAIRTRADE ou de toute référence à Fairtrade telle que définie dans ce standard (voir Définitions) sur un produit fini ou non fini, sur un emballage ou tout support de communication, vous convenez d'un contrat écrit avec une Organisation Nationale Fairtrade ou avec Fairtrade International.

1.2.2 Approbation des maquettes de reproduction

S'applique à: tous les acteurs commerciaux utilisant la marque FAIRTRADE ou faisant une référence à Fairtrade	
Fond.	Vous vous assurez que toutes les maquettes de reproduction comportant la marque FAIRTRADE sur l'emballage d'un produit ou sur tout support de communication sont en conformité avec les « le « Guide d'Utilisation du label FAIRTRADE » et sont approuvées par écrit, avant utilisation, par une Organisation Nationale Fairtrade ou par Fairtrade International.
Recommandations: les maquettes peuvent servir à l'emballage des produits, au matériel promotionnel, à l'impression et aux médias électroniques.	

1.2.3 Vérification des déclarations des entreprises quant à leur niveau d'engagement avec Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux FSI faisant des déclarations concernant leur approvisionnement en produits Fairtrade.	
Fond.	Vous vous assurez que toutes les déclarations sur l'approvisionnement des matières premières Fairtrade (par exemple, tel que dans le cadre du modèle d'Approvisionnement Fairtrade des Ingrédients) sont vérifiées par une Organisation Nationale Fairtrade ou par Fairtrade International ou par un agent désigné avant que ces réclamations puissent être rendues publiques.

2. Commerce

Objectif: Fournir le maximum d'avantages aux producteurs, tout en étant crédible pour les consommateurs.

2.1 Traçabilité

Objectif: S'assurer que pour chaque vente de produit Fairtrade, un volume équivalent a été acheté auprès de producteurs Fairtrade selon les conditions Fairtrade, et que les matières premières ou ingrédients Fairtrade vendus comme physiquement traçables puissent être retracés jusqu'aux producteurs Fairtrade.

Dans certains cas, où la traçabilité physique compromettrait la maximisation des ventes des producteurs, les acteurs commerciaux ne sont pas obligés d'appliquer la traçabilité physique. Ils doivent cependant se conformer aux exigences relatives au bilan de masse, veiller à ce que le volume qu'ils achètent en tant que Fairtrade corresponde au volume qu'ils vendent en tant que Fairtrade. Les acteurs commerciaux sans traçabilité physique doivent avoir pour objectif d'utiliser les intrants Fairtrade (matière première ou ingrédient entrants) pour traiter les extrants Fairtrade (produits finis sortants).

L'exemption de l'obligation de traçabilité physique s'applique au cacao, sucre de canne, jus de fruits et thé (*Camellia sinensis*). Pour ces catégories de matière première, la traçabilité physique est donc recommandée mais n'est pas obligatoire. Aussi, dans le cadre du modèle d'Approvisionnement Fairtrade

des Ingrédients (FSI), le modèle du coton et de l'Or (*Gold Sourcing Program*), où l'objectif principal est de promouvoir l'approvisionnement de ces commodités Fairtrade et maximiser les avantages pour les producteurs Fairtrade, la traçabilité physique n'est pas nécessaire, et le bilan de masse est autorisé. Dans le cas du coton FSI, la traçabilité physique est préférable mais n'est pas obligatoire pour les activités de transformation à partir de l'étape de l'égrenage. Les activités jusqu'à l'égrenage (inclus) doivent être en conformité avec les exigences de traçabilité physique. Pour le modèle FSI du café, la traçabilité physique sera requise, et la balance de masse ne sera pas autorisée

Justificatifs de traçabilité

Objectif: s'assurer que les transactions Fairtrade sont identifiables et peuvent être retracées tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

2.1.1 Identification des produits Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond.	<p>Vous identifiez clairement tous les produits Fairtrade en tant que Fairtrade dans tous les documents d'achat et de vente (par ex. factures, bordereaux de livraison et bons de commande).</p> <p>Vous vous assurez que vous-même et l'organisme de certification serez en mesure de retracer:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nom et l'identifiant, FLO ID, des acteurs commerciaux impliqués dans la transaction Fairtrade; - Les dates applicables de la transaction; - Les quantités et forme physique du produit faisant l'objet d'une transaction (achat et vente); - Le paiement du prix et de la prime Fairtrade et le préfinancement (le cas échéant).
Recommandations: la documentation relative au produit Fairtrade doit permettre à l'organisme de certification de retracer le produit jusqu'à son fournisseur Fairtrade.	

2.1.2 Tenue de registres

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond.	<p>Vous tenez un registre de toutes les entrées, traitements et ventes de produits Fairtrade. Les registres doivent permettre à l'organisme de certification de retracer n'importe quel extrant (produit sortant) Fairtrade jusqu'aux intrants (produits entrants) Fairtrade.</p>
Recommandations: 'retracer' signifie que vous-même et l'organisme de certification serez en mesure de suivre la trace des altérations effectuées, des recettes et rendements pertinents.	



Traçabilité physique

Objectif: s'assurer que les produits Fairtrade sont séparés physiquement des produits non-Fairtrade afin que les produits vendus avec traçabilité physique puissent être retracés jusqu'aux producteurs Fairtrade.

Les exigences suivantes sont obligatoires pour tous les acteurs commerciaux sauf en cacao, sucre de canne, jus de fruits et thé (*camellia sinensis*) et pour les activités entreprises dans le cadre du modèle pour le coton FSI * après l'étape d'égrenage.

Les acteurs commerciaux du cacao, sucre de canne, jus de fruit et thé (*camellia sinensis*) et ceux qui travaillent dans le cadre du modèle pour le coton FSI peuvent choisir d'appliquer ou non la traçabilité physique. Les autres produits ne sont pas exempts des critères sur la traçabilité physique qu'ils soient commercialisés sous le FSI ou non.

2.1.3 Séparation physique des produits Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent la traçabilité physique.

Fond. Vous **séparez physiquement** les produits Fairtrade des produits non Fairtrade à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement.

2.1.4 Identification des produits sur site

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent la traçabilité physique.

Fond. Vous êtes **en mesure d'identifier** les matières premières ou ingrédients Fairtrade en tant que Fairtrade à toutes les étapes (par ex. stockage, transport, traitement, emballage, étiquetage et manutention) ainsi que dans tous les registres et documents relatifs.

2.1.5 Identification des produits vendus

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent la traçabilité physique.

Fond. Lorsque vous vendez des produits Fairtrade, vous **identifiez** clairement le produit en tant que Fairtrade.

Recommandations: la méthode d'identification est à votre discrétion, mais doit être vérifiable (par ex. avec l'identifiant FLO ou la mention « FLO/Fairtrade » sur l'emballage et la documentation).

2.1.6 Traçabilité physique facultative

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent la traçabilité physique dans le cacao, le sucre de canne, le thé et les jus de fruit.

Fond. Vous **vous procurez** le cacao, sucre de canne, thé (*camellia sinensis*) ou le jus de fruit Fairtrade auprès d'un acteur commercial Fairtrade certifié avec succès au regard des

¹ Pour le coton, cela se réfère uniquement aux activités à partir l'étape de filage dans les chaînes d'approvisionnement sous la modèle FSI. Les égreneurs doivent se conformer aux exigences sur la traçabilité physique.



	exigences de traçabilité physique. Ces produits, une fois achetés, doivent être identifiés en tant que produit Fairtrade en conformité avec les exigences de traçabilité physique.
<p>Recommandations: la méthode d'identification est à votre discrétion, mais doit être vérifiable (par ex. avec l'identifiant FLO ou la mention « FLO/Fairtrade » sur l'emballage et la documentation).</p> <p>Pour des raisons juridiques, les déclarations et messages de marque autorisés pour les produits avec et sans traçabilité physique sont différents. Seules les chaînes d'approvisionnement ayant passé avec succès l'audit au regard des exigences de traçabilité physique 2.1.3 à 2.1.7 peuvent faire des déclarations et de communications relatives à la traçabilité physique.</p>	

2.1.7 Traçabilité physique pour les produits composés

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent la traçabilité physique.	
Fond.	Si vous mélangez des ingrédients physiquement traçables et non traçables dans des produits Fairtrade composés, les ingrédients Fairtrade physiquement traçables doivent être en conformité avec les exigences de traçabilité physique. Si cela n'est pas possible pour des raisons techniques, vous devez faire une demande d'exception auprès de l'organisme de certification.
<p>Recommandations: certains produits composés Fairtrade combinent des ingrédients traçables physiquement avec des ingrédients non traçables (par ex. le cacao et la vanille), ce qui dans certains cas engendre la perte de la traçabilité physique pour certains, voire tous les ingrédients. Dans ces cas précis, il faut prouver que la traçabilité n'est pas perdue pour des raisons techniques. Vous avez le droit d'utiliser les déclarations et les messages de marque pour les produits dotés de la traçabilité physique uniquement pour les produits et ingrédients composés Fairtrade ayant été certifiés au regard des exigences de traçabilité physique de cette partie.</p>	

«Bilan de masse» (Mass balance)

Objectif: S'assurer que pour chaque vente de produit Fairtrade, un volume équivalent a été acheté auprès de producteurs Fairtrade selon les conditions Fairtrade.

Fairtrade fait la différence entre deux types de pratiques de bilan de masse:

Le bilan de masse sur un même site fait l'objet d'un audit par site (2.1.10): les intrants Fairtrade doivent être livrés et transformés sur le même site où sont traités les produits Fairtrade sortants. Les acteurs commerciaux doivent tâcher d'utiliser des intrants Fairtrade pour la transformation et la vente de produits Fairtrade.

Le bilan de masse groupé fait l'objet d'un audit par groupe de sites (2.1.12): les intrants Fairtrade n'ont pas besoin d'être livrés sur le site même où sont transformés les produits Fairtrade sortants. Le bilan de masse groupé est autorisé uniquement pour le cacao et le sucre de canne.

Les exigences suivantes s'appliquent aux acteurs SANS traçabilité physique qu'ils commercialisent leurs produits sous le modèle FSI ou non.



2.1.8 Bilan de masse: montants équivalents d'intrants et d'extrants.

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent le bilan de masse.	
Fond.	Vous vous assurez que la quantité de produits Fairtrade sortants ne dépasse pas la quantité de produits Fairtrade entrants, en prenant en considération les rendements d'exploitation et toutes les pertes.
Recommandations: les pertes s'entendent par toutes les diminutions de poids que le produit peut encourir de son achat (intran) jusqu'à sa vente (extrant) ; par ex. pendant le stockage, le reconditionnement, la transformation et le transport.	

2.1.9 Bilan de masse: achat précédant la vente

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent le bilan de masse.	
Fond.	Vous vous assurez que les intrants Fairtrade (Produits entrants) soient achetés avant que les extrants Fairtrade (Produits sortants) soient vendus.

2.1.10 Bilan de masse sur un même site: livraison et transformation sur le même site

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent le bilan de masse. (Sauf dans le cas prévu dans 2.1.12)	
Fond.	Vous vous assurez que les intrants Fairtrade (Produits entrants) sont livrés sur le site même où les extrants Fairtrade (Produits Fairtrade sortants) sont transformés et vendus.

2.1.11 Bilan de masse: règle des données comparables (semblable pour semblable)

S'applique à: tous les acteurs commerciaux qui appliquent le bilan de masse.	
Fond.	Vous vous assurez que les entrées de produits Fairtrade sont de la même sorte et qualité que ceux utilisés pour transformer les produits vendus en tant que Fairtrade (Données comparables).
Recommandations: l'objectif de cette exigence est de garantir l'utilisation correcte et prévue du bilan de masse. Pour ce faire, les achats d'intrants Fairtrade doivent être comparables aux intrants utilisés dans les produits Fairtrade sortants. L'échange d'intrants ne doit pas se faire en défaveur du producteur. « <i>De même sorte et qualité</i> » inclut, sans s'y limiter, d'autres certifications, les denrées spéciales, le prix et la qualité. Par ex. si vous vendez du chocolat Fairtrade fabriqué avec du cacao de haute qualité, alors l'ingrédient Fairtrade acheté ne peut pas être constitué de fèves de cacao de basse qualité ; si vous vendez du sucre certifié biologique et Fairtrade, alors l'ingrédient acheté ne peut pas être du sucre Fairtrade certifié non biologique.	

2.1.12 Bilan de masse groupé

S'applique: aux acteurs commerciaux du cacao et du sucre qui appliquent le bilan de masse groupé	
Fond.	Si vous souhaitez appliquer le bilan de masse groupé, alors vous obtenez au préalable l'autorisation de l'organisme de certification. Toute modification dans les sites impliqués dans le bilan de masse groupé requiert aussi une autorisation de l'organisme de certification. L'organisme de certification autorisera la mise en œuvre du bilan de masse groupé seulement si les conditions suivantes sont remplies :

	<ul style="list-style-type: none"> a. Tous les sites impliqués dans le bilan de masse groupé appartiennent au même groupe b. Un des sites est désigné comme site principal d'administration, où sont disponibles les informations concernant tous les achats et les ventes Fairtrade effectués par le groupe c. Le groupe a en place un système approprié, commun à tous les entités du groupe, qui centralise les informations concernant tous les achats et les ventes Fairtrade. Ce système permet de vérifier que le volume de produits Fairtrade vendus par le groupe n'excède pas le volume de produits Fairtrade acheté par le groupe.
--	--

2.1.13 Transparence Business to Business concernant le modèle de traçabilité

S'applique: aux producteurs et acteurs commerciaux pour le cacao, le sucre et le thé	
Fond.	Si vous vendez du cacao, du sucre ou du thé Fairtrade, vous indiquez dans vos documents de vente si le produit est physiquement traçable (ségrégation) ou s'il est commercialisé selon le bilan de masse.
Recommandations : Dans ce contexte, les documents de vente peuvent être le contrat, la facture ou le bordereau de livraison. Veuillez noter que les règles concernant la communication aux consommateurs ne sont pas couvertes par cette exigence, mais sont incluses dans le « Guide d'Utilisation du label FAIRTRADE ».	

2.1.14 Traçabilité sous le modèle FSI pour le Coton et le Programme d'Approvisionnement en Or

S'applique: Acteurs commerciaux travaillant sous le modèle FSI pour le coton (sauf les égreneurs) et le Programme d'Approvisionnement en Or	
Fond.	Les acteurs commerciaux travaillant sous le modèle coton FSI (sauf les égreneurs dans la chaîne logistique) et le Programme d'Approvisionnement en Or peuvent appliquer les critères sur la traçabilité ou sur la balance de masse. Dans les deux cas les déclarations faites sur les volumes achetés ou la balance ou l'approvisionnement sont en accord avec les volumes physiques précédemment achetés, qu'ils soient physiquement traçables ou non.

2.2 Composition de produit

Objectif: Fournir le maximum d'avantages aux producteurs, tout en étant crédible auprès des consommateurs. Cela signifie que le produit doit contenir autant d'ingrédients certifiés Fairtrade que possible et que les déclarations sur et hors emballage concernant la composition du produit doivent refléter adéquatement ce contenu.

Pour les produits non-alimentaires, les règles pour les produits composés sont définies soit dans le standard de produit spécifique soit par l'Organisation Nationale Fairtrade concernée.

L'objectif de la labellisation de produits composés dans le cadre du modèle du FSI définie dans l'exigence 2.2.5 est d'autoriser l'utilisation de la marque du Programme FAIRTRADE pour les produits dont une matière première ou un ingrédient certifié provient de chaînes d'approvisionnement certifiées Fairtrade. Ce modèle vise à accroître les ventes de matière première ou un ingrédient certifié Fairtrade par les producteurs.

2.2.1 Le principe « Tout ce qui peut l'être doit l'être » (« All That Can Be (ATCB) »)

S'applique à: tous les acteurs commerciaux commercialisant des produits alimentaires composés (exception faite des acteurs commerciaux dans le cadre du FSI).

Fond. Vous **vous assurez** que les ingrédients alimentaires composés et les produits alimentaires composés contiennent autant d'ingrédients Fairtrade que possible.

Recommandations: ceci s'applique:

- aux ingrédients composés (ingrédients constitués de plusieurs composants, par ex. les pépites de chocolat) et
- aux ingrédients dérivés (un ingrédient dérivé d'un unique composant, par ex. la lécithine de soja).

Une Liste des ingrédients Fairtrade indisponibles est consultable sur [le site internet de Fairtrade International](#).

2.2.2 Contenu minimum Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux manipulant des produits alimentaires composés (exception faite des acteurs commerciaux du FSI).

Fond. Les produits alimentaires composés **contiennent** au moins 20% de contenu Fairtrade. Vous exprimez les pourcentages de(s) l'ingrédient/ingrédients Fairtrade en poids (ou volume) par rapport au poids total (ou volume) de tous les ingrédients initiaux avant la transformation. Pour les produits avec plus de 50% d'eau ou produit laitier ajouté, vous êtes autorisé à exclure toute l'eau ajoutée et/ou le produit laitier du calcul de pourcentage. Ceci s'applique également aux jus de fruits à base de concentré mais pas aux fruits frais.

Recommandations: cette exigence s'applique uniquement aux produits alimentaires composés (produit prêt à être consommés composé de plus d'un ingrédient) et pas aux ingrédients alimentaires composés (ingrédient constitué de plusieurs composants qui n'est pas destiné à l'achat par le consommateur).

La concentration totale d'ingrédients Fairtrade doit être calculée en utilisant le contenu Fairtrade de chaque ingrédient. Cela signifie que seul le contenu Fairtrade de chaque ingrédient doit être comptabilisé comme Fairtrade. Les ingrédients bénéficiant d'une exception de doivent pas être comptabilisés comme Fairtrade. Par exemple, si une crème glacée contient 20% de sucre Fairtrade, 10% de cacao Fairtrade, 9% de cookies (50% de contenu Fairtrade), 3% amandes biologiques (non disponibles en tant que Fairtrade : exception automatique), et 2% de vanille Fairtrade, le contenu Fairtrade total est de 20% de sucre + 10% de cacao + 4,5% cookies + 0% amandes + 2% de vanille = 36,50%.

2.2.3 Déclaration de contenu Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux commercialisant des produits alimentaires composés (Exception faite des acteurs commerciaux du FSI).

Fond. Vous **déclarez** le pourcentage minimum du contenu Fairtrade au dos de l'emballage, sauf contre-indication de la loi nationale.

Recommandations: il relève de la responsabilité du sous-Licencié de garantir que l'emballage du produit est en conformité avec les lois en matière de labellisation dans le cadre de la juridiction de la zone/des zones où le produit est vendu.

2.2.4 Exceptions concernant l'utilisation d'ingrédients non Fairtrade

S'applique à: tous les acteurs commerciaux commercialisant des produits alimentaires composés (Exception faite des acteurs commerciaux du FSI).



Fond.	<p>Des exceptions peuvent être accordées pour une période définie d'une durée maximum de deux (2) années pour l'utilisation d'un ingrédient non Fairtrade à la place d'un ingrédient Fairtrade.</p> <p>Après ce délai, vous fournissez la preuve que des ingrédients Fairtrade sont désormais utilisés ou vous soumettez une nouvelle demande d'exception. Le contenu total Fairtrade du produit composé doit continuer à atteindre le seuil minimum de 20%.</p>
<p>Recommandations: pour faire une demande d'exception, les acteurs commerciaux transformant des produits alimentaires composés doivent s'en référer à leur Organisation Nationale Fairtrade et les acteurs commerciaux transformant des ingrédients alimentaires composés doivent s'en référer à l'organisme de certification. Une demande d'exception ne garantit pas l'octroi d'une exception.</p> <p>Dans le cadre des conditions d'exception, et afin de garantir un bénéfice pour les producteurs Fairtrade, les acteurs commerciaux peuvent être appelés à fournir un paiement (par ex. en prime Fairtrade) aux producteurs certifiés Fairtrade du montant équivalent du volume exempté d'une provenance Fairtrade.</p> <p>Les acteurs commerciaux peuvent uniquement postuler au type suivant d'exceptions, les exceptions de catégorie A type I et type II et les exceptions de catégorie B, suivant les principes et les conditions décrites dans la politique de Fairtrade International sur les exceptions.</p>	

2.2.5 Composition de produit pour le Programme d'Approvisionnement Fairtrade (FSI).

S'applique à: Tous les acteurs commerciaux FSI (excepté les acteurs commerciaux pour le coton FSI et le Programme d'Approvisionnement en Or)	
Fond.	<p>Les produits sous le modèle FSI contiennent 100% des denrées concernées dans le produit ou pour le cacao, le sucre, le jus de fruit et le thé (camellia sinensis) les produits sont commercialisés sous la balance de masse, un volume équivalent tel que décrit dans les critères 2.1.8 à 2.1.13, est certifié Fairtrade. Les produits finis portant la Marque du Programme FAIRTRADE sont des produits composés.</p>
<p>Recommandations : « Produits » signifie les produits finis ou non finis. Le Guide sur la Marque donne plus de détails sur une utilisation valable du Programme Fairtrade pour la Marque dans les produits finis.</p>	



3. Diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement

Intention et portée: Cette section a pour but de s'assurer que les entreprises commerciales gèrent les risques et les impacts négatifs que leurs activités peuvent avoir sur les personnes et sur l'environnement lorsqu'elles exercent une diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement dans leurs propres opérations et dans les chaînes d'approvisionnement Fairtrade.

Le processus de DRDHE comprend cinq étapes : s'engager à respecter les droits humains et l'environnement ; identifier les problèmes importants en matière de droits humains et d'environnement liés aux opérations et aux chaînes d'approvisionnement ; prendre des mesures pour aborder et résoudre ces problèmes ; suivre les progrès et communiquer avec les intervenants au sujet de ce travail.

Fairtrade International considère les [Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains](#) et le [Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises](#) comme références pour la diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement.

3.1 S'engager

3.1.1 NOUVEAU 2025* Engagement écrit à respecter les droits humains et l'environnement

S'applique : À tous les acteurs commerciaux.	
Fond.	<p>Vous vous engagez par écrit à respecter les droits humains et la durabilité environnementale, à faire preuve de diligence raisonnable et à reconnaître l'importance de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collaboration avec les fournisseurs et les titulaires de droits pour relever les défis en matière de droits humains et d'environnement. • Avoir des pratiques d'achat durables qui favorisent les relations commerciales sur le long terme. • Œuvrer en faveur des revenus et salaires vitaux. • Fournir des services ou coopérer à l'élimination des préjudices identifiés que vous causez ou auxquels vous contribuez. <p>Votre engagement écrit fait référence aux droits humains reconnus à l'échelle internationale, y compris les droits environnementaux, et il est signé par la haute direction.</p>
Recommandations : Vous nommez une personne responsable ou une équipe pour élaborer l'engagement écrit avec le soutien de la haute direction.	
L'engagement écrit fournit des éclaircissements sur les objectifs et le travail futur de votre entreprise et n'a pas besoin d'être exhaustif. Il peut s'agir d'une courte déclaration unique ou d'une partie de votre déclaration de valeur, de votre politique de durabilité ou de votre déclaration environnemental, sociale et de gouvernance (ESG).	



Par exemple, un engagement à l'égard des Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains, ou à l'égard des directives de l'OCDE sur la diligence raisonnable et des quatre objectifs mentionnés dans l'exigence pourrait être reconnu comme équivalent.

Les droits humains reconnus internationalement incluent ceux de la [Charte internationale des droits de l'homme](#) et la [Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail](#) et les droits environnementaux couverts dans la [Résolution \(48/13\)5 des Nations unies sur le droit à un environnement propre, sain et durable](#).

Si vous travaillez dans des zones de conflit, il est recommandé de s'engager à faire preuve d'une diligence raisonnable accrue sur ces deux problèmes.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

**Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2026.*

3.1.2 NOUVEAU 2025** Alignement interne sur l'engagement en matière de droits humains et de durabilité environnementale

S'applique : À tous les acteurs commerciaux.

Fond.	Vous alignez vos politiques et procédures opérationnelles sur l'engagement et intégrez l'engagement dans vos systèmes de gestion existants.
--------------	---

Année 3	Vous affectez une ou plusieurs personnes responsables pour les fonctions liées à la diligence raisonnable.
----------------	--

Recommandations : Vous devrez peut-être revoir vos politiques préexistantes afin qu'elles s'alignent sur la réalisation de l'engagement en matière de droits humains et d'environnement.

Les politiques pertinentes peuvent inclure celles relatives à la santé et à la sécurité, aux ressources humaines, à la gestion et/ou à la protection de l'environnement, au respect de la législation, aux achats/ contrats, à la gestion des risques et à l'approbation des projets.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

***Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.*

3.1.3 NOUVEAU 2025** Sensibilisation

S'applique : À tous les acteurs commerciaux.

Fond.	Vous sensibilisez votre direction et votre personnel à votre engagement à respecter les droits humains et l'environnement, ainsi qu'à ses répercussions sur vos activités.
--------------	--

Année 1	Votre engagement est accessible au public et vous informez vos fournisseurs et sous-traitants immédiats.
----------------	--

Recommandations : Il est de bonne pratique que tous les employés soient formés en fonction de la pertinence de leur rôle pour la DRDHE. La fréquence des formations dépend des besoins et de la plateforme utilisée. Il est également recommandé de rendre cet engagement public en ligne. Lorsqu'il n'est pas possible d'informer tous les fournisseurs immédiats, vous informez au moins tous les fournisseurs Fairtrade.

La portée et le contenu des activités de sensibilisation, telles que les formations, devraient s'aligner sur les législations existantes sur la DRDHE applicables à votre entreprise et sur le mécanisme d'examen des plaintes.



Lorsque des changements sont introduits, les activités de sensibilisation devraient être mises à jour. Par exemple, lorsque vous développez une nouvelle gamme de produits ou de services qui diffère considérablement des gammes existantes, que vous modifiez les intrants d'un produit ou d'un service, que vous restructurez ou que vous établissez de nouvelles formes de relations commerciales (ex.: fusions, acquisitions, nouveaux clients et nouveaux marchés).

Pour plus d'informations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

****Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.**

3.2 Identifier

3.2.1 NOUVEAU 2025** Évaluation des risques

S'applique : À tous les acteurs commerciaux

Fond.

Vous effectuez une évaluation des risques environnementaux et des droits humains pour vos propres activités et chaînes d'approvisionnement au moins tous les trois ans, et vous mener les actions suivantes:

Année 1

- Mapper les risques et les défis les plus courants dans vos propres opérations et dans les chaînes d'approvisionnement de vos principaux produits et pays, en tenant compte des données externes et de la recherche.
- Évaluer les risques et les défis les plus graves.
- Identifier les fournisseurs Fairtrade qui peuvent présenter les risques les plus élevés et évaluer leurs causes profondes.
- Identifier les groupes vulnérables de personnes qui sont ou pourraient être plus touchés que d'autres.
- Identifier les pratiques de votre entreprise qui causent ou contribuent à ces problèmes.
- Consulter votre personnel et vos fournisseurs immédiats (y compris les fournisseurs Fairtrade) pour déterminer les risques et les défis à aborder en priorité.

Vous renforcez vos méthodes d'évaluation au fil du temps.

Les résultats de vos évaluations ne peuvent pas être utilisés pour faire pression sur le ou les fournisseurs afin qu'ils s'attaquent immédiatement aux risques identifiés, et vous n'en faites pas non plus une condition d'achat.

Recommandations : La reconnaissance de vos risques et défis vous permet d'y faire face avant qu'ils ne s'aggravent et renforce votre crédibilité auprès des partenaires commerciaux et autres parties prenantes.

Les entreprises doivent donner la priorité aux risques et aux défis les plus graves et les plus probables. Ces questions sont souvent qualifiées de « **problèmes importants** ». Incluez le travail des enfants, le travail forcé et la déforestation dans vos problèmes importants si Fairtrade ou d'autres sources fiables ont identifié ces facteurs comme étant à haut risque dans votre pays et votre domaine de production.

Dans toute organisation ou société, certains groupes de personnes sont désavantagés. Il peut s'agir, par exemple, des travailleurs migrants, des femmes et des filles, des jeunes, des minorités, des peuples autochtones, etc.



En plus des fournisseurs et du personnel, vous pouvez également faire participer, par exemple, les membres de la communauté, les acheteurs, les autorités locales et les syndicats.

Les types de risques en matière d'environnement et de droits humains qui devraient être pris en considération dans l'évaluation comprennent : le climat, la déforestation, la perte de biodiversité, l'eau, les revenus et les salaires de subsistance, les conditions de travail, la santé, la liberté d'association et de négociation collective, le travail forcé, la protection et les droits des enfants, les droits des femmes, la non-discrimination, l'autodétermination, la liberté d'expression, la liberté de pensée et la participation du public et la vie privée.

Lorsque vous commencez l'évaluation des risques, vous devez mapper vos opérations et vos chaînes d'approvisionnement. L'effort que vous consacrez à cette évaluation des risques peut être proportionnel à vos ressources : L'évaluation des risques des acteurs commerciaux de petite envergure peut être un exercice simple et direct. Veuillez consulter l'outil d'évaluation des risques de DRDHE de Fairtrade pour les acteurs commerciaux de petite envergure ([disponible bientôt](#)).

Les raisons possibles pour effectuer une évaluation des risques plus précoce sont les suivantes : lorsque vous développez une nouvelle gamme de produits ou de services qui diffère considérablement des gammes existantes, que vous modifiez les intrants d'un produit ou d'un service, que vous restructurez ou que vous établissez de nouvelles formes de relations commerciales (ex. : fusions, acquisitions, nouveaux clients et nouveaux marchés). Ce pourrait également être une raison de renforcer les méthodes d'évaluation.

Vous renforcez les méthodes d'évaluation en mobilisant un groupe plus varié ou plus large d'intervenants, en tenant compte de davantage de données et de recherches externes, en dressant un mappage plus détaillé de vos chaînes d'approvisionnement, en effectuant une évaluation plus approfondie des risques, des fournisseurs, des groupes vulnérables ou des pratiques, ou en documentant et en publiant vos conclusions de façon plus complète.

La [Carte des risques Fairtrade](#) peut fournir des données et des résultats de recherche pertinents pour la deuxième étape (*voir l'exigence « Mapper les risques et les défis les plus courants »*).

Pour plus d'informations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

***Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 disposent de deux périodes de transition pour se conformer pleinement à cette exigence :**

- **Le 1er janvier 2026** : Respecter le mappage des risques et des défis dans vos propres opérations et chaînes d'approvisionnement, et évaluer quels sont les risques et les défis les plus sérieux (les 2 premiers points de l'exigence).
- **Le 1er janvier 2027** : Se conformer à l'exigence dans son intégralité.

3.2.2 NOUVEAU 2025* Mécanisme d'examen des plaintes basé sur les droits humains pour les acteurs commerciaux d'envergure moyenne et grande

S'applique : Aux acteurs commerciaux d'envergure moyenne et grande.

Fond.

Vous avez ou participez à un mécanisme d'examen des plaintes qui permet aux travailleurs, aux fournisseurs et à d'autres personnes et groupes de porter plainte de manière anonyme pour injustice, préjudice ou fraude liés à votre entreprise, y compris les dommages environnementaux.

Le mécanisme d'examen des plaintes :

- Est accessible dans la ou les langues parlées dans vos activités et dans la ou les langues les plus courantes dans vos chaînes d'approvisionnement.
- Prend en charge les plaintes écrites et verbales.
- Respecte l'anonymat des plaignants et les protège contre les représailles, les menaces ou les préjudices.



	<ul style="list-style-type: none"> • S'assure que les résolutions sont décidées et que les mesures correctives sont mises en œuvre dans les temps opportuns par une équipe formée ou un expert désigné. • Veille à ce que toutes les parties soient tenues informées des progrès réalisés. • Permet un processus d'appel. • Assure le traitement confidentiel des plaintes sensibles, comme le harcèlement sexuel. • S'aligne sur les droits humains reconnus à l'échelle internationale et sur les législations nationales. <p>Lorsque vous n'êtes pas en mesure de réparer entièrement les dommages, vous cherchez à faire participer d'autres acteurs privés, publics ou de la société civile.</p> <p>Le cas échéant, vous signalez les violations des droits humains aux agences nationales compétentes.</p>
<p>Recommandations : Un mécanisme d'examen des plaintes est conçu pour vous aider à prendre connaissance des plaintes de façon précoce, avant que les problèmes ne s'aggravent. Il est recommandé d'examiner et de mettre à jour régulièrement votre mécanisme de d'examen des plaintes, en fonction de votre analyse des plaintes et du dialogue avec les principaux intervenants.</p> <p>« La réparation mise en œuvre dans les temps opportuns » signifie qu'elle est conforme aux délais et aux responsabilités établis dans le mécanisme/ la procédure d'examen des plaintes.</p> <p>S'il existe un mécanisme d'examen des plaintes commun pour votre secteur ou votre pays répondant à cette exigence, vous pouvez participer à ce mécanisme au lieu d'établir le vôtre.</p> <p>Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs".</p> <p>**Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2026.</p>	

3.2.3 NOUVEAU 2025* Mécanisme d'examen des plaintes pour les acteurs commerciaux de petite envergure

S'applique : Aux acteurs commerciaux de petite envergure.	
Fond.	<p>Vous disposez d'une procédure écrite pour gérer toute plainte pour injustice, préjudice ou fraude relative à votre entreprise. La procédure précise les délais. Vous traitez et documentez les plaintes conformément à cette procédure et communiquez vos actions de suivi à toutes les parties concernées.</p> <p>Votre procédure comprend la nomination d'une personne spécifique responsable du processus de plainte au sein de l'entreprise et comprend des dispositions visant à prévenir les représailles, les menaces ou les préjudices à l'encontre des personnes qui déposent des plaintes</p>
<p>Recommandations : S'il existe un mécanisme d'examen des plaintes commun pour votre secteur ou votre pays répondant à cette exigence, vous pouvez participer à ce mécanisme sans établir le vôtre.</p> <p>Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs".</p> <p>**Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2026.</p>	

3.2.4 **NOUVEAU 2025**** Sensibilisation au mécanisme d'examen des plaintes

S'applique : À tous les acteurs commerciaux.	
Fond.	Vous sensibilisez votre personnel et informez les fournisseurs immédiats au sujet du mécanisme d'examen des plaintes, et vous prenez des mesures annuelles pour faire connaître le mécanisme et le rendre accessible au personnel, aux fournisseurs et aux autres parties prenantes.
Année 1	Vous analysez régulièrement les dossiers de plaintes et vous consultez vos fournisseurs immédiats et vos représentants des travailleurs ou, le cas échéant, les syndicats. Les résultats de l'analyse des dossiers de plaintes sont utilisés pour améliorer votre mécanisme d'examen des plaintes et vos opérations.
<p>Recommandations : La meilleure pratique consiste à rendre les informations sur votre mécanisme d'examen des plaintes accessibles en ligne. Il est également recommandé de procéder à une analyse des cas de plaintes chaque année.</p> <p>Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs".</p> <p>**Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.</p>	

3.3 Répondre et remédier

3.3.1 **NOUVEAU 2025**** Politiques en matière de droits humains et d'environnement

S'applique : Aux acteurs commerciaux d'envergure moyenne et grande.	
Fond.	Vous élaborez et mettez en œuvre des politiques :
Année 1	<ul style="list-style-type: none"> • Pour prévenir, répondre et de remédier au moins à trois des problèmes les plus importants identifiés lors de votre évaluation des risques, et • Sur les achats durables. <p>Vous communiquez les politiques à la haute direction, au personnel et aux fournisseurs.</p> <p>Vous examinez et révisez les politiques au moins tous les trois ans.</p>
<p>Recommandations : Vous pouvez avoir plusieurs politiques ou une seule politique intégrant ces problèmes.</p> <p>La fréquence à laquelle vous révisez votre ou vos politiques dépend des résultats de votre évaluation des risques, mais les révisions doivent avoir lieu au moins tous les trois ans.</p> <p>Il est également recommandé de communiquer la ou les politiques aux sous-traitants.</p> <p>Votre politique définit vos objectifs, principes et procédures liés aux risques de la DRDHE, y compris les pratiques relatives aux achats durables. Il peut s'agir, par exemple, d'objectifs liés au dialogue avec les fournisseurs ; de relations commerciales sur le long terme ; d'un soutien aux mesures des fournisseurs en matière de droits humains et d'environnement, d'une participation à la résolution ; d'une sélection des fournisseurs responsables ; d'un désengagement responsable ; de l'utilisation des prix de référence du revenu de subsistance et/ ou des indices de salaire de subsistance ; de délais de paiement équitables ; de plans d'approvisionnement ; de préfinancements et de traçabilité.</p> <p>Vos objectifs environnementaux doivent être conformes aux objectifs climatiques du secteur privé, tels que ceux qui sont fixés par la campagne Race to Zero de la CCNUCC et par exemple, l'initiative SBT, les protocoles de GES, le cadre de responsabilité</p>	



ou [les normes ISO 14067:2018](#) et [14064-1:2018](#) pour évaluer l'empreinte du produit en fonction de l'évaluation du cycle de vie du produit.

Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

****Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.**

3.3.2 NOUVEAU 2025** Plan d'action pour les acteurs commerciaux d'envergure moyenne et grande

S'applique : Aux acteurs commerciaux d'envergure moyenne et grande.

Fond.	Vous consultez votre personnel, des experts internes et des fournisseurs Fairtrade immédiats pour identifier des activités efficaces. Vous élaborez et mettez en œuvre un plan d'action pour prévenir et répondre aux problèmes importants identifiés, et pour collaborer à la résolution des cas trouvés.
Année 3	<p>Votre plan d'action comprend au moins deux des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dialogue et collaboration avec les fournisseurs Fairtrade, d'autres entreprises, les pouvoirs publics et/ ou les acteurs de la société civile. • Sensibiliser votre direction et votre personnel aux questions importantes relatives aux droits humains et à l'environnement. • Soutenir les fournisseurs Fairtrade et/ ou les producteurs (voir l'exigence « Soutien aux producteurs en matière de DRDHE ») <p>Le plan d'action s'appuie sur un dialogue avec au moins un fournisseur Fairtrade immédiat (voir l'exigence « Dialogue sur la chaîne d'approvisionnement concernant la collaboration en matière de DRDHE »).</p> <p>Le plan est approuvé par la haute direction et est révisé chaque année pour le tenir à jour..</p>

Recommandations : En plus des activités mentionnées ci-dessus, vos activités peuvent également inclure la prestation de services, l'amélioration d'outils, d'installations ou de processus, des partenariats avec des organisations locales, des négociations avec les autorités locales, etc.

La sensibilisation peut se faire par le biais de présentations, discussions et réunions, affiches et dépliants, et de programmes de formation comprenant des croquis, des jeux de rôle et autres.

En ce qui concerne les aspects environnementaux, la portée des activités de sensibilisation pourrait inclure les émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre de l'entreprise (c.-à-d. lorsque l'entreprise fixe l'objectif d'intégrer les émissions de [Portée 1](#), [Portée 2](#) et [Portée 3](#)) ou sur d'autres problèmes décrits dans l'exigence [4.2.4 Gestion de l'impact environnemental](#)

Les entreprises doivent donner la priorité aux risques et aux défis les plus graves et les plus probables (voir l'exigence [Évaluation des risques](#)). Ces questions sont souvent qualifiées de « problèmes importants ».

Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

****Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.**



3.3.3 NOUVEAU 2025** Plan d'action pour les acteurs commerciaux de petite envergure

S'applique : Aux acteurs commerciaux de petite envergure.	
Fond.	Vous élaborez et mettez en œuvre un plan d'action pour atténuer et prévenir les problèmes importants. Le plan est révisé chaque année pour le tenir à jour.
Année 3	
<p>Recommandations : Votre plan d'action peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dialoguer et collaborer avec les fournisseurs Fairtrade, d'autres entreprises, les pouvoirs publics et/ ou les acteurs de la société civile ; • Sensibiliser et former votre direction et votre personnel aux problèmes importants relatifs aux droits humains et à l'environnement, • Fournir un soutien aux fournisseurs et/ ou producteurs Fairtrade. • Une contribution ou une prestation de services ; • L'amélioration des outils, des installations ou des processus ; • Des partenariats avec des organisations locales, ou des négociations avec les autorités locales, etc. <p>La sensibilisation peut prendre la forme de présentations, discussions et réunions, affiches et dépliants ; et de programmes de formation, croquis et jeux de rôle.</p> <p>Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs".</p> <p>**Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027</p>	

3.3.4. NOUVEAU 2025** Procédure de résolution

S'applique : Aux acteurs commerciaux	
Fond.	Vous disposez d'une procédure écrite qui guide votre travail de remédiation et comprend des mesures visant à assurer ou à coopérer à la remédiation de tout cas constaté. Si vous avez identifié des cas de violation des droits de l'homme ou d'atteinte à l'environnement que votre entreprise a causés ou auxquels elle a contribué, vous remédiez à la situation conformément à votre procédure.
Année 1	
<p>Recommandations : Les mesures de remédiation peuvent avoir de nombreux objectifs, notamment</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre fin à la violation - assurer la sécurité prolongée de la ou des personne(s) concernée(s) - rétablir ou réhabiliter la personne ou l'environnement dans la situation qui prévalait avant la violation - permettre une indemnisation financière ou non financière ou toute autre mesure corrective correspondant à l'importance et à l'ampleur de la violation - prévenir d'autres cas. <p>Si le préjudice se situe dans votre chaîne d'approvisionnement, vous pouvez généralement coopérer à la réparation en apportant un soutien financier aux travaux de réparation de votre fournisseur. Lors de la détermination de la mesure corrective, la ou les personnes concernées et leurs représentants doivent être consultés, à moins que cela ne mette en péril leur sûreté et leur sécurité.</p> <p>La meilleure pratique consiste à impliquer les fournisseurs, les acheteurs et/ou les autorités publiques, car ils peuvent avoir la responsabilité de coopérer à la remise en état. Vous pouvez également faire appel à des organisations non gouvernementales, à des groupes de défense des droits de l'homme et à des groupes d'experts en environnement.</p>	



Vous signalez les cas aux autorités publiques compétentes. Cela doit se faire dans l'intérêt des parties concernées et uniquement si elles donnent leur accord.

Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens « primo-acheteurs »](#)

****Les entreprises de négoce certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence d'ici le 1er janvier 2027.**

3.3.5 NOUVEAU 2025** Dialogue sur la chaîne d'approvisionnement concernant la collaboration en matière de DRDHE

S'applique : Aux acteurs commerciaux d'envergure moyenne et grande qui achètent pour la première fois

Fond.

Vous partagez des informations sur vos activités de prévention, d'atténuation et de résolution avec vos producteurs Fairtrade (au moins un producteur), et vous invitez les producteurs à partager les leurs afin de parvenir à un accord commun sur la collaboration et le soutien.

Année 3

Recommandations : Vous recherchez également le dialogue et la collaboration sur les problèmes liés aux droits humains et à l'environnement avec vos acheteurs. Il peut également être utile d'inviter les pouvoirs publics et/ ou les organisations de la société civile à participer au dialogue.

De nombreux problèmes liés aux droits humains et à l'environnement dans les chaînes d'approvisionnement sont complexes et systémiques. Il faut des investissements conjoints et une collaboration entre les acteurs commerciaux, les fournisseurs et les autres parties prenantes pour s'attaquer à ces problèmes et à leurs causes profondes.

Vous ne pouvez pas vous désengager en fonction des informations communiquées par un producteur.

Puisque la DRDHE est un processus continu, les priorités et les plans de vos producteurs orientent votre évaluation des risques, vos politiques et vos plans d'action, ainsi que le type et le niveau de soutien que vous fournissez pour le travail de vos producteurs en matière de droits humains et d'environnement (voir l'exigence sur le soutien aux producteurs en matière de DRDHE).

Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

****Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.**

3.3.6 NOUVEAU 2025** Soutien aux producteurs en matière de DRDHE

S'applique : Aux acteurs commerciaux de grande envergure.

Fond.

Vous soutenez au moins un producteur Fairtrade dans ses efforts et les coûts de prévention, d'atténuation et de résolution. Vous convenez d'un type de soutien mutuellement acceptable.

Année 3

Votre soutien se fait soit directement, soit par le biais d'un partenariat.

Vous n'exercez pas de pression sur les producteurs pour qu'ils acceptent le type de soutien, et vous ne faites pas de ce soutien une condition d'achat.

Recommandations : Le soutien peut prendre la forme d'un financement ou de la facilitation d'un financement externe ou de partenariats, etc., et il ne doit pas avoir d'incidence sur les prix. Ce financement s'ajoute au prix minimum Fairtrade et à la Prime Fairtrade. Vous convenez à l'avance et par écrit des modalités avec le producteur.



Un type de soutien mutuellement convenu consiste, par exemple, à incorporer l'interprétation des risques importants de vos fournisseurs dans votre propre plan d'action, et le soutien dans les domaines que le fournisseur a indiqués comme étant nécessaires.

Les producteurs peuvent inclure les coûts de prévention, d'atténuation et de résolution dans leur plan de développement Fairtrade ou leur plan de la Prime.

Rappelez-vous que lorsque vous avez contribué à des impacts négatifs sur les droits humains (par exemple en pratiquant des prix bas) vous avez la responsabilité de prévoir ces impacts négatifs ou de coopérer pour y remédier.

Pour d'autres orientations, veuillez consulter la ressource [Un guide pour les petits et moyens "primo-acheteurs"](#).

****Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.**

3.4 Suivre

3.4.1 NOUVEAU 2025** Suivi des activités de diligence raisonnable

S'applique : À tous les acteurs commerciaux.

Fond.	Vous définissez et implémentez des mesures annuelles pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de l'efficacité de vos activités de diligence raisonnable.
Année 3	Vous modifiez et améliorez vos politiques, vos plans d'action et vos activités en fonction des résultats et des enseignements tirés. Vous communiquez chaque année les principaux enseignements tirés à votre haute direction

Recommandations : Pour la mise en œuvre du suivi, vous pouvez utiliser :

- Le rapport de mise en œuvre de votre précédent plan d'action.
- Les indicateurs d'évaluation des risques liés à vos problèmes importants.

La bonne pratique consiste à s'appuyer sur les retours d'information des fournisseurs et d'autres sources internes et externes, et d'accorder une attention particulière aux impacts sur les groupes ou les personnes vulnérables. Pour les acteurs commerciaux de petite envergure, il suffit d'effectuer le suivi sur la base des connaissances du personnel.

Il convient de noter que l'exigence relative aux politiques de DRDHE ne s'applique pas aux acteurs commerciaux de petite envergure.

****Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2027.**



4. Production

Objectif: l'objectif de ce chapitre est de contribuer à la durabilité sociale et environnementale dans les chaînes d'approvisionnement Fairtrade.

4.1 Droit du travail

Objectif: s'assurer que les droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement Fairtrade sont respectés. Fairtrade attend de tous les acteurs commerciaux qu'ils adhèrent à l'appel de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour le travail décent de tous.

4.1.1 Conformité avec le droit du travail et les conventions de l'OIT

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.

Fond. Vous **avez connaissance** des lois applicables en matière de droit du travail dans votre pays et des conventions fondamentales de l'OIT et il n'existe **aucune indication de violation de l'une d'entre elles par votre entreprise.**

Recommandations: Les conventions fondamentales de l'OIT sont énumérées ci-après. Elles s'appliquent à vous indépendamment du fait qu'elles aient été ratifiées ou non dans votre pays.

- C087 - Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C098 - Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949
- C029 - Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C105 - Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C138 - Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973
- C182 - Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999
- C100 - Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951
- C111 - Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

4.2 Protection environnementale

Objectif: s'assurer que les impacts négatifs sur l'environnement sont minimisés. Tous les acteurs commerciaux doivent être conscients de leur impact négatif sur l'environnement et œuvrent à le minimiser.

4.2.1 Conformité avec les lois en matière d'environnement

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.

Fond. Vous **avez connaissance** des lois applicables en matière d'environnement dans votre pays et il n'existe **aucune indication de violation de l'une d'entre elles par votre entreprise.**

4.2.2 Liste des matières dangereuses (HML)

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.

Fond. Vous **n'utilisez** pas des matériaux sur la partie 1 de la Liste Fairtrade International des matières dangereuses (Liste rouge) sur les produits issus du commerce équitable (voir [Liste des matières dangereuses](#)). Tous les matériaux synthétiques sont utilisés que si officiellement enregistré et autorisé pour une utilisation sur la culture / produit dans le pays d'utilisation.

Vous compilez une liste des pesticides qui sont utilisés sur les produits du commerce équitable et le tiendra à jour. La liste contient le nom des ingrédients actifs, le nom commercial, produit sur lequel ils sont utilisés et les parasites ciblés. Vous indiquez lequel de ces matériaux sont dans la liste des matières dangereuses de Fairtrade International (HML), Partie 1 (Liste rouge), Partie 2 (Liste orange) et Partie 3 (Liste jaune).

Recommandations: La HML de Fairtrade International comporte trois parties, la partie 1 (liste rouge), qui comprend une liste de substances interdites, la partie 2 (liste orange) qui comprend une liste de matériaux qui peuvent être utilisés dans des conditions spécifiées dans la norme (voir exigence 3.2.3) et dont l'utilisation sera surveillée et la partie 3 (liste jaune) qui comprend une liste de matériaux qui sont marqués d'être dangereux. Vous êtes encouragés à cesser d'utiliser des matériaux sur les listes orange et jaune.

Vous pouvez utiliser des matériaux figurant sur le HML sur les produits qui ne sont pas des produits du commerce équitable, mais sera demandé par les auditeurs pour lesquels les produits et les organismes nuisibles, ils sont utilisés. La société est encouragée à ne pas utiliser ces matériaux sur l'un des produits car ils sont dangereux pour la santé et l'environnement.

Il y a beaucoup de matériaux qui ne sont pas approuvés pour une utilisation dans l'industrie alimentaire, en particulier pour la lutte anti-parasitaire, en raison de leur caractère dangereux extrême ou parce qu'ils sont maintenant considérés comme obsolètes et tous ne sont pas répertoriés dans le HML. Il est donc extrêmement important que seuls les matériaux officiellement approuvés sont utilisés pour la production et aux fins pour lesquelles ils ont été approuvés. Les méthodes de lutte contre les pestes traditionnelles telles que les préparations botaniques peuvent être utilisées même si elles ne sont pas explicitement approuvées pour une utilisation, à condition qu'elles ne soient pas explicitement interdites d'utilisation.

4.2.3 Utilisation des matériaux dans la liste orange

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.

Fond. Vous utilisez les matières dans la liste orange sur les produits de Fairtrade que dans les conditions suivantes :

- a. Vous remplissez les conditions spécifiques d'utilisation indiquées dans le [HML ET](#)
- b. Vous utilisez uniquement du matériel dans la liste orange: i) dans le cadre d'éviter l'accumulation de la résistance aux pesticides chez les pestes, ii) en rotation avec des pesticides moins nocifs, iii) dans le cadre de la lutte anti-parasitaire intégrée (IPM) et iv) comprend le contrôle non-chimique les mesures ; ET
- c. Vous développez un plan de réduction / élimination de l'utilisation des matériaux, y compris des informations sur le type de matériel (nom technique / ingrédient actif (i.a.), la formulation (% de i.a.), nom commercial), la quantité utilisée (concentration de pulvérisation (i.a. / ha ou % ou ppm, etc.) et le total consommé i.a. / ha / an), les mesures prises pour réduire / éliminer progressivement le matériel, y compris les détails des autres contrôles non-chimiques qui font partie de la stratégie de lutte intégrée. Le plan est mis en œuvre et mis à la disposition l'organisme de certification.

4.2.4 **NOUVEAU 2025*** Gestion de l'impact environnemental

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.	
Fond.	Vous comprenez et agissez en vue de minimiser vos impacts négatifs directs sur l'environnement relativement aux produits Fairtrade en ce qui concerne l'utilisation des terres et la biodiversité, l'utilisation de l'eau et de l'énergie (y compris l'empreinte carbone), le rejet des eaux usées, les émissions dans l'air, les déchets, les nuisances et la prévention des incidents.
Année 1	
Recommandations: <i>**Les entreprises commerciales certifiées avant le 1er janvier 2025 doivent se conformer à cette exigence au plus tard le 1er janvier 2026.</i>	

4.2.5 Matériel d'emballage recyclé ou biodégradable

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.	
BPV	Vous utilisez le plus possible de matériaux recyclables ou facilement biodégradables pour les emballages.

4.2.6 Réduction de l'empreinte carbone

S'applique à: tous les acteurs commerciaux, exception faite des acteurs commerciaux du coton FSI après l'étape de l'égrenage.	
BPV	Vous prenez des mesures pour réduire l'empreinte carbone dans la(les) chaîne(s) d'approvisionnement Fairtrade.



5. Activités commerciales et développement

Objectif: L'objectif de ce chapitre est d'assurer que les transactions faites dans le cadre du commerce équitable Fairtrade s'effectuent dans des conditions équitables et transparentes afin de permettre le développement des capacités des producteurs ainsi que leur pouvoir de décider par eux-mêmes.

5.1 Contrats

Objectif: s'assurer de la transparence des relations commerciales entre les producteurs et leurs acheteurs, ainsi que tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les contrats fixent le cadre des opérations commerciales de Fairtrade.

5.1.1 Rôle en tant que payeur ou convoyeur

S'applique: aux payeurs et convoyeurs Fairtrade	
Fond.	Vous avez connaissance de votre rôle en tant que convoyeur et/ou payeur du Prix et/ou de la prime Fairtrade tel que défini dans l' Annexe 1 . Vous pouvez procéder à un arrangement alternatif, s'il est autorisé dans le tableau de l' Annexe 1 , à condition qu'il soit convenu avec toutes les parties concernées (y compris les producteurs), documenté par écrit et que l'organisme de certification en soit informé.

5.1.2 Contrats Fairtrade pour les payeurs

S'applique: aux payeurs Fairtrade	
Fond.	<p>Vous signez un contrat d'achat pour les produits Fairtrade avec le producteur (ou avec le convoyeur, le cas échéant). Les contrats respectent la réglementation de l'industrie et indiquent clairement, <i>a minima</i>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes convenus ; - les spécifications concernant la qualité ; - le prix, défini conformément aux exigences de la partie sur la tarification ; - la quantité de prime Fairtrade à payer (indiquée séparément du prix) ; - qui est responsable du paiement du prix Fairtrade et de la prime Fairtrade ; - la forme de paiement, qui doit être transparente et traçable; - la date du taux de change à utiliser au cas où le paiement du prix et de la prime est effectué dans une devise autre que celle définie dans le tableau des prix Fairtrade ; - les conditions et quantité de préfinancement, le cas échéant ; - les procédures en cas de problèmes de qualité ; - les conditions de livraison utilisant les termes commerciaux internationaux (Incoterms) ; - les conditions de paiement conformément aux standards de produit ;

	<ul style="list-style-type: none"> - la définition ou mention de « force majeure » ; - l'accord sur la juridiction applicable ; et - un mécanisme alternatif de résolution des différends en vue de résoudre les conflits. <p>Les deux parties contractantes ont les mêmes droits de résiliation de contrat.</p>
<p>Recommandations: pour les contrats signés avec un producteur, la responsabilité de l'élaboration du contrat doit faire l'objet d'un commun accord. Lorsqu'aucun accord ne peut être conclu, la responsabilité de l'élaboration du contrat incombe à l'acheteur, qui doit s'assurer que le producteur reçoit le contrat dans la langue convenue.</p> <p>La médiation est recommandée comme forme alternative de résolution de différend.</p> <p>Les contrats avec le producteur doivent être signés dès que les négociations sont finies et qu'un accord est conclu.</p>	

5.1.3 Détail du calcul des prix dans les contrats

S'applique: aux payeurs et convoyeurs Fairtrade	
Fond.	<p>Au cas où le prix minimum Fairtrade, le prix de référence du marché et/ou la prime Fairtrade sont fixés à un niveau différent ou pour une forme de produit différente que celle que vous achetez, alors vous incluez dans le contrat avec le producteur (ou le convoyeur le cas échéant) le détail du calcul du prix (éléments de coûts déduits ou ajoutés et leur valeur et taux de conversion en cas de transformation), ainsi que le calcul de la prime (taux de conversion en cas de transformation).</p> <p>Vous pouvez uniquement déduire les coûts qui sont inclus dans le prix minimum Fairtrade. Aucune réduction ne peut être effectuée sur la prime Fairtrade.</p>
<p>Recommandations: ceci apportera une plus grande transparence pour le calcul du Prix minimum Fairtrade et/ou du prix du marché, ainsi que de la Prime Fairtrade.</p>	

5.1.4 Contrats Fairtrade pour les convoyeurs

S'applique: aux convoyeurs Fairtrade	
Fond.	<p>Si vous êtes convoyeur, vous signez un contrat d'achat Fairtrade avec le producteur, qui inclut tous les éléments mentionnés en 5.1.2, et en plus les modalités de paiement du différentiel de prix (Le cas échéant) et de la prime Fairtrade, incluant le calendrier et le système de rapports.</p>

5.1.5 Rapports trimestriels des convoyeurs

S'applique: aux convoyeurs Fairtrade	
Fond.	<p>Vous envoyez au producteur, sur une base trimestrielle, un rapport incluant, pour chaque contrat d'achat, les volumes exacts qui ont été vendus, le différentiel de prix (le cas échéant), la prime due et l'identifiant FLO de l'acheteur à qui ils ont été vendus.</p>
<p>Recommandations: l'objectif de cette exigence est d'améliorer la transparence des ventes Fairtrade, de permettre au producteur de mieux savoir quand et à qui ses produits ont été vendus et quand attendre le paiement de la prime. La fréquence des rapports peut être définie différemment, sur accord mutuel entre le producteur et l'acheteur.</p>	

5.1.6 Respect des contrats

S'applique: aux payeurs et convoyeurs Fairtrade	
Fond.	Vous vous assurez que les éléments de la transaction notifiés dans le contrat sont respectés, à moins que vous-même et l'autre partie conveniez d'un changement. Si vous prenez connaissance que des circonstances exceptionnelles et imprévues vous empêchent de fournir/acheter le volume stipulé dans le contrat, vous notifiez rapidement le fournisseur et vous recherchez activement une solution.
Recommandation: dans le cas où une des parties n'est pas en mesure d'honorer le contrat en raison de circonstances exceptionnelles et imprévues, le producteur et l'acheteur doivent tous les deux prouver à l'organisme de certification qu'ils cherchent activement à trouver une résolution en matière de contrat.	

5.1.7 Prestation de services

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
Fond	Si vous fournissez des services tels que des formations ou d'autres activités de soutien aux producteurs, vous convenez d'avance et par écrit avec le producteur de toutes les conditions, y compris les frais. Vous ne faites pas pression sur les producteurs pour qu'ils acceptent les services et les honoraires, et n'en faites pas une condition d'achat
Recommandations : L'intention de cette exigence est de permettre aux producteurs de décider eux-mêmes des services fournis à leurs membres et de l'utilisation de la Prime Fairtrade.	

5.1.8 Engagement sur le long terme

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	Vous avez un engagement sur le long terme avec le producteur ou avec vos fournisseurs, afin qu'ils puissent à leur tour avoir un contrat à long terme avec les producteurs.
Recommandations: l'objectif est de promouvoir les relations sur le long terme et de permettre aux producteurs de planifier. Dans ce contexte, « long terme » signifie 2 ans ou plus.	

5.1.9 Contrats tripartites avec les producteurs

S'applique: aux convoyeurs Fairtrade	
BPV	Vous signez un contrat tripartite entre le producteur, le payeur du prix et de la prime et vous-même, ou vous donnez accès au producteur au contrat de vente que vous avez avec le payeur Fairtrade.
Recommandations: ceci offre une meilleure transparence des opérations Fairtrade et permet au producteur de connaître les conditions auxquelles est vendu le produit Fairtrade.	

5.2 Prix et prime Fairtrade

Objectif: S'assurer que les prix payés aux producteurs pour leurs produits Fairtrade leur permettent de couvrir les coûts de production et d'investir dans la durabilité de leurs entreprises et leurs communautés.

Prix des produits Fairtrade

Objectif: S'assurer que les producteurs touchent *a minima* les prix du marché en vigueur et qu'ils ont « un filet de sécurité » avec le prix Minimum Fairtrade pour les produits Fairtrade (le cas échéant), dans le cas où les prix du marché tombent en-deçà des coûts de production des producteurs.

Veuillez noter que pour la plupart des produits, les producteurs bénéficient d'un prix Minimum Fairtrade. Pour certains produits, seul le prix du marché s'applique.

5.2.1 Paiement et accord sur le prix du marché

S'applique: aux payeurs Fairtrade et convoyeurs

Fond. Vous **payez** au moins le prix du marché au producteur (ou au convoyeur le cas échéant). Dans le cas où le prix du marché est en-deçà du prix Minimum Fairtrade (s'il existe), alors le prix Minimum Fairtrade s'applique (voir exigence 5.2.2).

Le prix du marché est celui qui prévaut sur le marché non Fairtrade pour les produits équivalents.

Vous **convenez** avec le producteur de la source d'information concernant le prix du marché. Si elle est disponible, vous **utilisez** la référence du prix du marché indiquée dans le standard pour le produit.

Si le prix que vous payez pour le produit Fairtrade s'écarte considérablement du prix du marché, vous **êtes en mesure** de fournir une explication/une justification.

Recommandations: les sources d'information concernant le prix du marché peuvent être, par exemple, les prix officiels fixés par le gouvernement national, les références internationales sur les prix du marché, une publication provenant d'une source neutre sur les prix moyens du marché, ou des accords/contrats avec d'autres clients/fournisseurs pour une période de temps identique (si nécessaire).

5.2.2 Paiement du prix Minimum Fairtrade

S'applique: aux payeurs Fairtrade

Fond. Vous **payez** *a minima* au producteur (Ou au convoyeur, le cas échéant) le prix Minimum Fairtrade pour le produit Fairtrade, tel que défini dans la base de données sur les prix Fairtrade.

Le prix minimum Fairtrade est un minimum absolu. Aucune remise pour qualité **ne peut être effectuée** sur le prix minimum.

Les nouveaux prix minimum Fairtrade **s'appliquent** aux contrats signés après la date de validité indiquée dans la base de données sur les prix. Les contrats signés avant cette date doivent être honorés aux prix définis dans le contrat.

Recommandations: les prix minimum Fairtrade sont listés dans la base de données sur les prix, qui est publiée sur le site web de Fairtrade (www.fairtrade.net/price-premium-info.html).



Les prix minimum Fairtrade sont fixés au niveau de l'organisation des producteurs, pas au niveau des producteurs individuels (Tels que les membres d'une organisation de petits producteurs).

5.2.3 Adaptation des prix aux différents niveaux de la chaîne

S'applique: aux payeurs Fairtrade et convoyeurs

Fond. Dans le cas où le prix minimum Fairtrade est fixé à un niveau différent dans la chaîne d'approvisionnement (Produit, forme, incoterm différents) par rapport au niveau auquel vous achetez, alors vous **ajustez** le prix minimum Fairtrade en conséquence. Les calculs **sont** transparents et reflètent les vrais coûts.

De la même manière, dans le cas où le producteur est en charge de coûts additionnels qui ne sont PAS inclus dans le prix minimum Fairtrade (Par ex. emballage), alors vous les **prenez** en considération lors du calcul du prix minimum Fairtrade. Ainsi, le prix minimum Fairtrade applicable est le prix minimum Fairtrade plus les coûts qui incombent au producteur.

Recommandations: par exemple, si vous achetez le produit Fairtrade au niveau Ex-Works et que le prix est fixé au niveau FOB, alors vous pouvez uniquement déduire les coûts réels d'exportation.

De même, si par exemple un producteur emballe un produit et que les coûts d'emballage ne sont pas inclus dans le prix minimum Fairtrade, alors vous devez ajouter les coûts d'emballage au prix minimum Fairtrade.

5.2.4 Prix pour les ventes domestiques

S'applique: aux payeurs Fairtrade en cas de ventes domestiques

Fond. Si vous achetez à des producteurs des produits Fairtrade en vente dans le pays de production, alors vous **payez** à minima le prix minimum Fairtrade Ex-Works, s'il existe.

Au cas où seul un prix minimum Fairtrade FOB est disponible, alors vous **pouvez déduire** les coûts réels de transport et d'exportation du prix afin de calculer le prix minimum Fairtrade au niveau auquel le producteur vend.

5.2.5 Prix pour les produits transformés par le producteur

S'applique: aux payeurs Fairtrade qui achètent à un producteur un produit transformé

Fond. Si vous achetez à un producteur un produit transformé et que seul un prix minimum Fairtrade existe pour le produit brut, alors vous **prenez en considération** les coûts de transformation du producteur et le ratio de traitement dans le calcul du prix du produit transformé. Ce prix **couvre a minima** le prix minimum Fairtrade de tous les intrants Fairtrade et coûts de transformation.

Cette exigence **ne s'applique pas** si un prix minimum Fairtrade est disponible pour ce produit transformé pour le pays producteur. Dans ce cas, le prix minimum Fairtrade et la prime pour le produit transformé s'appliquent en tant que minimum.



5.2.6 Différentiel de prix pour les convoyeurs

S'applique: aux convoyeurs Fairtrade	
Fond.	Vous payez au producteur le différentiel de prix (la différence entre le prix minimum Fairtrade et le prix auquel vous avez acheté le produit au producteur à l'origine) dans le cas où le prix minimum Fairtrade est plus élevé.
Recommandations: la valeur du prix minimum Fairtrade peut nécessiter un ajustement s'il est réglé à un niveau différent que celui auquel vous achetez (voir 5.2.3).	

Prime Fairtrade

Objectif: S'assurer que les producteurs reçoivent une prime Fairtrade en plus du prix de leur produit pour investir dans le développement social et économique de leurs entreprises et leurs communautés.

5.2.7 Paiement de la prime Fairtrade par les payeurs

S'applique: aux payeurs Fairtrade	
Fond.	Vous payez au producteur concerné(ou au convoyeur, le cas échéant), une Prime Fairtrade pour le produit Fairtrade, en plus du prix du Produit Fairtrade.
<p>Recommandations: la valeur de la prime pour chaque produit Fairtrade est définie dans le tableau des tarifications sur le site internet de Fairtrade (www.fairtrade.net/price-premium-info.html).</p> <p>Les nouvelles primes Fairtrade s'appliquent aux contrats signés après la date de validité indiquée sur la base de données des prix. Les contrats en cours sont honorés selon le montant de prime Fairtrade définie dans le contrat.</p> <p>Aucune remise ne peut être effectuée sur le paiement de la prime Fairtrade. La prime Fairtrade intervient en plus du prix du produit Fairtrade.</p> <p>La réglementation pour le paiement s'applique différemment aux différents types de produits Fairtrade, comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les organisations de petits producteurs, le paiement est versé à l'organisation de petits producteurs. • Pour les organisations dépendant d'une main-d'œuvre salariée, le paiement est versé au comité de la prime Fairtrade de l'organisation dépendant d'une main-d'œuvre salariée. • Pour la production contractuelle, le paiement est versé sur un compte séparé dont est responsable l'organisme promoteur ou son mandataire. • Par dérogation pour toutes les organisations de producteurs, le paiement peut également être versé à une tierce partie convenue avec la permission écrite de l'organisation de producteurs, le comité de la prime Fairtrade ou l'organisme promoteur. 	

5.2.8 Transfert de la Prime Fairtrade aux convoyeurs

S'applique: aux convoyeurs Fairtrade	
Fond.	<p>Vous payez la prime Fairtrade au producteur, si la prime Fairtrade est transmise via votre entreprise.</p> <p>Dans le cas où la prime Fairtrade que vous recevez du payeur Fairtrade était fixée pour une forme de produit différente de celle que vous achetez, vous appliquez un taux de conversion afin de calculer la prime due au producteur. Les calculs effectués doivent être équitables, transparents, et partagés avec le producteur.</p>



	Aucune remise n'est autorisée sur le paiement de la prime Fairtrade.
Recommandations: lorsqu'un convoyeur est impliqué dans la chaîne d'approvisionnement, la prime Fairtrade est payée soit directement par le payeur Fairtrade au producteur, soit via le convoyeur Fairtrade. Cette exigence ne s'applique pas dans le cas où le payeur Fairtrade paie la prime Fairtrade directement au producteur.	

5.2.9 Prime Fairtrade pour les produits transformés par le producteur

S'applique: aux payeurs Fairtrade qui achètent à un producteur un produit transformé	
Fond.	Si vous achetez un produit transformé à un producteur, et que la prime est définie uniquement pour la matière première, alors vous payez la prime applicable qui s'élève à la somme des primes de toutes les matières premières Fairtrade du produit.

5.3 Délais de paiement

Objectif: s'assurer un paiement rapide, tout en prenant en considération le rapport coût-efficacité des transactions.

5.3.1 Délais de paiement et prix de la Prime par les payeurs

S'applique: aux payeurs Fairtrade	
Fond.	Vous payez rapidement au producteur (ou au convoyeur, le cas échéant), le prix et/ou la prime Fairtrade pour les produits Fairtrade. <i>Veillez vous référer aux standards de produits pour les délais spécifiques.</i>

5.3.2 Délais de transferts de la Prime et du différentiel de prix par les convoyeurs

S'applique: aux convoyeurs Fairtrade	
Fond.	Vous payez le différentiel de prix (le cas échéant) et la prime Fairtrade au producteur dans les 15 jours qui suivent le paiement de la part du payeur Fairtrade. Un délai différent peut être convenu par écrit entre vous et le producteur, auquel cas le paiement doit être effectué dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.
Recommandations: un différentiel de prix peut entrer en jeu dans le cas où le prix Minimum Fairtrade est plus élevé que le prix auquel le convoyeur a acheté le produit au producteur à l'origine. Vous devez alors transmettre au producteur la différence entre le prix Minimum Fairtrade et le prix payé, une fois que le paiement a été reçu de la part du payeur Fairtrade.	

5.4 Accès au financement

Objectif: Aider les organisations de producteurs à accéder à des formes raisonnables de soutien financier, en particulier le préfinancement pour soutenir les achats qu'ils effectuent auprès des membres mais aussi pour soutenir d'autres besoins financiers.



5.4.1 Préfinancement des contrats Fairtrade

S'applique: aux premiers acheteurs	
Fond.	<p>Vous préfinancez le paiement des contrats Fairtrade, ou facilitez la procédure via une tierce partie, afin de permettre aux organisations de producteurs d'acheter les produits auprès de leurs membres.</p> <p>Vous n'êtes pas tenus de suivre cette exigence si:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il existe un risque important prouvé (Par ex. un risque de manquement au contrat, de non-remboursement ou de problèmes de qualité importants) ; - Le producteur décline ce préfinancement de manière vérifiable ; ou - Ce n'est pas autorisé légalement dans le pays dans lequel vous opérez. <p>Vous n'exercez pas de pression sur le producteur pour qu'il décline votre offre de préfinancement. Par exemple, vous ne conditionnez pas la signature du contrat au refus de l'offre de préfinancement de la part du producteur.</p> <p><i>Veillez voir les standards pour les produits pour les détails spécifiques.</i></p>
<p>Recommandations: le préfinancement couvre la période qui commence aux paiements effectués par l'organisation de producteurs aux membres agriculteurs pour la récolte reçue, jusqu'au paiement par l'acheteur à l'organisation de producteurs pour l'exécution du contrat.</p> <p>Une tierce partie peut être soit un prêteur tiers soit un autre acteur commercial de votre chaîne d'approvisionnement.</p> <p>Consultez la note d'interprétation pour plus d'informations sur la manière dont la conformité sera vérifiée</p>	

5.4.2 Préfinancement

S'applique: aux premiers acheteurs qui fournissent le préfinancement	
Fond.	<p>Si vous fournissez le préfinancement directement, le producteur et vous-même devez convenir par écrit de ce qui suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Montant du préfinancement, en accord avec les standards pour les produits - Durée du préfinancement, en accord avec les standards pour les produits - Les conditions de paiement - Les frais d'intérêt, s'il y en a - Les autres frais, le cas échéant - Les conséquences en cas de problèmes de qualité et/ou de non livraison des produits
<p>Recommandations: le timing du préfinancement doit coïncider avec les paiements en espèces prévus aux agriculteurs membres, et peut impliquer plusieurs paiements suivant le cycle de récolte. Il est considéré comme meilleure pratique d'offrir des conditions qui sont plus avantageuses que celles proposées par les prêteurs d'argent locaux.</p>	

5.4.3 Facilitation du préfinancement

S'applique: aux premiers acheteurs qui facilitent le préfinancement	
Fond.	<p>Si vous facilitez le préfinancement via un prêteur tiers, vous prenez toutes les mesures nécessaires pour que le processus soit facilité de manière efficace, par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> - en servant de référence au prêteur en faveur du producteur ;

	<ul style="list-style-type: none"> - en confirmant que le contrat Fairtrade est valide et peut être utilisé comme garantie pour fournir le préfinancement au producteur ; et - en convenant avec le producteur sur le mode de paiement du contrat (soit au producteur ou prêteur tiers).
--	--

5.4.4 Préfinancement sans intérêt

S'applique: aux premiers acheteurs	
BPV	Vous fournissez le préfinancement à un taux d'intérêt zéro.

5.4.5 Accès à d'autres types de financement

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	<p>Vous fournissez ou facilitez l'accès, directement ou via une tierce partie, au crédit (De campagne, d'avant la moisson, en nature, ou d'autres types qui ne sont pas le préfinancement de contrats) ou à des prêts pour investissement afin de répondre aux besoins financiers du producteur, aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les besoins financiers doivent être définis par le producteur. - Vous êtes d'accord avec le producteur et documentez en toute transparence les conditions de crédit ou de prêt (y compris le montant, la durée, les mensualités de remboursement et les frais d'intérêt).
<p>Recommandations: la notion de "faciliter" est décrite dans l'exigence 5.4.3. Il est considéré comme meilleure pratique d'offrir des conditions qui sont plus avantageuses que celles des prêteurs d'argent locaux.</p>	

5.5 Information sur l'approvisionnement et les marchés en vue de la planification

Objectif: Faire en sorte que les producteurs puissent mieux comprendre les perspectives du marché et mieux estimer le volume qu'ils seront capable de vendre en tant que Fairtrade, afin qu'ils puissent gérer leur entreprise et de leur Plan de Développement Fairtrade plus efficacement.

5.5.1 Plans d'approvisionnement pour les producteurs

S'applique: aux payeurs Fairtrade et convoyeurs	
Fond.	Vous fournissez un plan d'approvisionnement pour chaque producteur (si vous achetez en direct) ou au convoyeur (s'il y a un convoyeur) auquel vous projetez d'acheter. <i>Veillez vous référer aux standards pour les produits pour les exigences spécifiques.</i>
<p>Recommandations: <i>a minima</i>, le plan d'approvisionnement est une estimation réaliste des achats à venir. S'ils sont difficiles à planifier, il convient de le souligner clairement dans le plan d'approvisionnement mais l'exigence s'appliquera néanmoins. Nous vous encourageons à contacter vos acheteurs en vue de formuler une estimation plus réaliste.</p>	



5.5.2 Plans d'approvisionnement pour les autres acteurs commerciaux

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	Vous fournissez un plan d'approvisionnement à votre fournisseur immédiat.
Recommandations: Au minimum, le plan d'approvisionnement est une estimation réaliste des futurs achats. Si ceux-ci sont difficiles à planifier cela devrait être précisé dans le plan d'approvisionnement mais l'exigence est toujours valable. Vous êtes invités à communiquer avec vos acheteurs de vous permettre d'avoir une estimation plus réaliste. Cette exigence s'applique aux acteurs commerciaux qui n'achètent pas directement auprès des producteurs, mais plus loin dans la chaîne d'approvisionnement. Pour les acteurs commerciaux qui achètent directement auprès des producteurs, l'exigence 5.5.1 s'applique.	

5.5.3 Informations pour les producteurs concernant le marché

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	Vous fournissez régulièrement au producteur des informations pertinentes concernant le marché afin de lui permettre de mieux comprendre le contexte du marché et de prendre des décisions informées en matière commerciale.
Recommandations: les informations concernant le marché peuvent être, par exemple, les tendances du marché, les spécifications concernant la qualité, l'offre et la demande, les attentes de leurs clients, informations sur le producteur final et le marché de destination, ou toute information sollicitée par le producteur. Nous vous encourageons à contacter vos acheteurs afin d'être en mesure de fournir de meilleures informations.	

5.6 Partage des risques

Objectif: S'assurer que des réclamations concernant la qualité sont traitées d'une manière transparente et équitable.

5.6.1 Réclamations qualité

S'applique: aux premiers acheteurs	
Fond.	Les réclamations concernant la qualité doivent être documentées dans le détail et communiquées au producteur dès leur identification. Veuillez consulter les standards de produit pour plus de détails. Vous n'effectuez pas de réclamation qualité pour des problèmes de qualité dépassant la responsabilité du producteur.

5.7 Renforcement des capacités

Objectif: Encourager les acteurs commerciaux à fournir un soutien supplémentaire aux producteurs, au-delà de la transaction commerciale, afin de contribuer à leur développement et leur autonomisation.



5.7.1 Soutenir les priorités des producteurs et des travailleurs

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	Vous soutenez le plan de développement des producteurs ou des travailleurs ou le plan de la Prime, ou vous apportez un soutien à d'autres activités de renforcement des capacités, en matière de production ou d'organisation, que les travailleurs auront choisies.
Recommandations: ces contributions doivent s'effectuer en plus de la prime Fairtrade payée au producteur ou aux travailleurs; les domaines de soutien doivent être choisis par les producteurs/travailleurs. Ils peuvent inclure, sans s'y limiter, les techniques de production, la qualité du produit, la productivité, les techniques de stockage, la valeur ajoutée, la diversification des revenus, la diversification des marchés, la gestion commerciale et financière, la gestion du risque, les pratiques agricoles, les systèmes de gestion interne ou la formation pour les travailleurs ou le comité de la prime. Il peut également s'agir du paiement d'une prime Fairtrade plus élevée. Votre soutien peut s'effectuer directement ou par le biais d'un partenariat. Il peut se faire sous la forme de financement, de formation, de facilitation de partenariats ou d'autres manières.	

5.7.2 Approvisionnement auprès des groupes vulnérables

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	Vous vous approvisionnez en produits Fairtrade auprès d'organisations de producteurs vulnérables.
Recommandations: les organisations de producteurs considérées comme vulnérables sont celles disposant d'un accès limité aux marchés parce que, entre autres raisons, les producteurs sont encore aux toutes premières étapes de leur développement/organisation, appartiennent à une minorité ethnique ou sont des groupes de femmes, sont des organisations de très petite taille, ou des producteurs dans des zones de catastrophe/d'après-guerre ou appartiennent aux pays les moins avancés (PMA).	

5.7.3 Lien avec les marchés en faveur des producteurs

S'applique à: tous les acteurs commerciaux	
BPV	Vous effectuez un lien entre le marché et les producteurs auxquels vous achetez, afin de faciliter leur accès au marché.
Recommandations: la liaison avec les marchés peut signifier, sans s'y limiter, l'offre de services de marché et de développement commercial au bénéfice du producteur, faciliter le contact entre le producteur et un autre acteur commercial en vue d'une nouvelle opportunité de marché pour le producteur, ou faciliter la participation du producteur à une foire commerciale.	

5.8 Faire du commerce avec intégrité

Objectif: S'assurer qu'il y existe un mécanisme de sanction des pratiques commerciales déloyales dans les chaînes d'approvisionnement Fairtrade.

Les pratiques commerciales déloyales se présentent en cas de déséquilibre entre partenaires commerciaux, ce qui peut se produire tout au long de la chaîne, mais le plus fréquemment aux dépens des producteurs. Ce standard aborde directement l'iniquité dans le commerce et a développé des exigences qui tentent d'y faire face de manière directe, en mettant l'accent, par exemple, sur les contrats écrits. Cependant, ce standard ne couvre pas toutes les situations possibles au cours desquelles des pratiques commerciales déloyales peuvent avoir lieu. L'objectif de cette partie est donc de fournir à



l'organisme de certification la capacité de sanctionner les pratiques qui s'avèrent créer une concurrence déloyale entre les acteurs Fairtrade.

5.8.1 Pratiques commerciales déloyales

S'applique à: tous les acteurs commerciaux

Fond. Fairtrade n'accepte pas les pratiques déloyales qui nuisent clairement à la capacité des producteurs ou d'autres acteurs commerciaux à être en concurrence ou qui imposent aux fournisseurs des conditions commerciales qui rendent difficile leur conformité aux standards Fairtrade. Il n'existe **aucune indication que vous recourez** à de telles pratiques.

Recommandations: le Livre vert de l'Union Européenne sur les pratiques commerciales déloyales les décrits comme « *des pratiques qui s'écartent manifestement de la bonne conduite commerciale et sont contraires aux principes de bonne foi et de loyauté. Les pratiques commerciales déloyales sont généralement imposées lorsqu'il y a un déséquilibre entre une partie forte et une partie faible et peuvent exister des deux côtés de la relation entre entreprises et à toute étape de la chaîne d'approvisionnement.* » Les pratiques commerciales déloyales renvoient à des situations d'abus de la part d'une position dominante relative et/ou d'abus de la dépendance économique, lorsqu'une partie plus forte impose des conditions déloyales à une partie dépendante économiquement (et donc plus faible).

Exemples de telles pratiques:

- Conditions de contrat abusives tels que les contrats de servitude ou les contrats d'exclusivité (à moins qu'ils ne soient clairement au bénéfice de l'autre partie) et les clauses de non-concurrence.
- Les contrats globalement désavantageux imposés en abusant de la position de créancier.
- Transfert excessif des coûts ou risques à son partenaire commercial, en demandant des prix en-deçà des coûts ou en facturant pour des services qui n'ont pas été demandés ou en les surfacturant.
- Usage abusif de clauses contractuelles non manquant de précision, ambiguës ou incomplètes.
- Résiliation soudaine et injuste ou rupture d'une relation commerciale utilisée comme moyen d'intimider une partie contractante.
- Usage abusif d'informations confidentielles.
- Interférence avec l'activité commerciale des partenaires ; en débauchant les membres d'organisations de membres ou en tentant d'affaiblir des organisations existantes.

Consultez la note [d'interprétation](#) pour plus d'informations sur la manière dont la conformité sera vérifiée



ANNEXE 1 Convoyeur et Payeur Fairtrade

Le Standard des acteurs commerciaux Fairtrade définit à qui s'appliquent les exigences. Certains sont applicables aux payeurs Fairtrade, d'autres aux convoyeurs.

L'objectif du tableau ci-dessous est d'expliquer, pour chaque catégorie de produit, quel acteur commercial de la chaîne d'approvisionnement fait office de payeur Fairtrade et dans quels cas un acteur commercial peut faire office de convoyeur. Les acteurs commerciaux identifiés en qualité de payeurs Fairtrade doivent être en conformité avec les exigences applicables aux payeurs Fairtrade. Ceux identifiés en qualité de convoyeurs doivent être en conformité avec les exigences applicables aux convoyeurs.

Un payeur Fairtrade est l'acteur commercial qui a la responsabilité de payer au minimum le prix Fairtrade et la prime Fairtrade au producteur et de faire des rapports à l'organisme de certification.

Un convoyeur Fairtrade est un acheteur qui, achète directement au producteur, achète des produits Fairtrade aux conditions Fairtrade, sauf qu'il paie le différentiel de prix (C'est-à-dire la différence entre le prix minimum Fairtrade, s'il s'applique, et le prix déjà payé) et la prime Fairtrade seulement une fois qu'il les a reçus de la part du payeur Fairtrade.

En général, le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime.

Cela peut varier dans certaines catégories de produits. Voir les spécificités des catégories, dans le tableau ci-dessous.

Catégorie de produit	Qui est le payeur du prix et de la prime:
Sucre de canne	L'acheteur du sucre Fairtrade est par défaut le payeur de la prime Fairtrade. Il peut y avoir un autre accord, à condition que toutes les parties concernées en conviennent.
Céréales	<p>Quinoa</p> <p>Pour le quinoa (ou le prix minimum Fairtrade est fixé au niveau FOB seulement), l'importateur est le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Si le producteur vend du quinoa à un transformateur/exportateur, qui vend à un importateur, le transformateur/exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime Fairtrade.</p> <p>Riz</p> <p>Pour le riz des organisations de petits producteurs, le premier acheteur (L'usine de transformation), est par défaut le payeur du prix et de la prime. Mais le premier acheteur peut agir comme payeur du prix et convoyeur de la prime et passer la responsabilité du paiement de la prime à l'acheteur suivant, qui alors devient le payeur de la prime.</p> <p>Dans le cas de la production contractuelle pour le riz, L'organisme promoteur est le payeur du prix et le convoyeur de la prime, et l'acheteur suivant est le payeur de la prime.</p>



Catégorie de produit	Qui est le payeur du prix et de la prime:
Café	<p>Si le producteur vend directement à un importateur, l'importateur est le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Si le producteur vend du café (café parche ou café vert) à un transformateur / exportateur, qui vend à un importateur, l'importateur est le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Dans tous les autres cas, le premier acheteur est le payeur du prix et de la prime.</p>
Cacao	<p>Si le producteur vend directement à un importateur, l'importateur est le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Si le producteur vend des fèves de cacao à un exportateur, qui vend à un importateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime. L'importateur est le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Dans le cas des chaînes intégrées, ou l'exportateur et l'importateur font partie de la même entreprise/groupe, l'exportateur est le payeur du prix et de la prime.</p>
Cultures de fibres – Coton	<p>Si le producteur est une Organisation de Petits Producteurs, le premier acheteur est le payeur du prix et de la prime Fairtrade.</p> <p>Si le premier acheteur est un égreneur, qui achète du coton en graine aux producteurs, il peut faire office de convoyeur. L'acheteur suivant devient le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Si le producteur fait partie du modèle de production contractuelle, l'organisme promoteur est le payeur du prix et de la prime Fairtrade. L'organisme promoteur peut également faire office de convoyeur de la prime, auquel cas l'acheteur suivant est le payeur de la prime Fairtrade.</p>
Fleurs et plantes	<p>L'importateur est le payeur du prix et de la prime Fairtrade.</p>
Fruits frais	<p><i>Fruits à l'exportation:</i></p> <p>Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Si le producteur vend des fruits à un exportateur, qui vend à un importateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur de la prime. L'importateur devient alors le payeur de la prime.</p> <p><i>Applicable lorsque le producteur vend les fruits en vue de leur transformation:</i></p> <p>Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Le transformateur peut faire office de convoyeur de la prime, l'acheteur du fruit transformé devient alors le payeur de la prime.</p> <p>Une règle spéciale existe pour le jus d'oranges et les oranges à jus. Veuillez consulter le standard de produit.</p>
Légumes frais	<p>Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend des légumes à un transformateur/exportateur, alors le transformateur/exportateur peut faire office de convoyeur. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.</p>



Catégorie de produit	Qui est le payeur du prix et de la prime:
Or	Le premier acheteur qui achète à l'organisation de petits mineurs artisanaux (ASMO) est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend de l'or à un transformateur/exportateur, alors le transformateur/exportateur peut faire office de convoyeur.
Tisanes, herbes, épices, plantes aromatiques	Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend à un transformateur/exportateur, alors le transformateur/exportateur peut faire office de convoyeur. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.
Herbes et tisanes	Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend des herbes et des tisanes à un transformateur/exportateur, alors le transformateur/exportateur peut faire office de convoyeur. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.
Miel	Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend du miel à un exportateur, qui vend à un importateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.
Noix	Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend des noix à un transformateur/exportateur, le transformateur/exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime, et l'acheteur suivant devient alors le payeur du prix et de la prime. Pour les noix de cajou d'Afrique, une règle spéciale existe. Veuillez consulter le standard de produit.
Graines oléagineuses et fruits oléagineux	Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend des graines oléagineuses ou des fruits oléagineux à un transformateur, le transformateur peut faire office de convoyeur du prix et/ou de la prime. L'acheteur des graines devient alors le payeur du prix et de la prime.
Fruits et légumes préparés et conservés	<i>Applicable lorsque le producteur vend des fruits ou légumes préparés et conservés:</i> Le premier acheteur est le payeur du prix et de la prime. Si le producteur vend des légumes à un exportateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.



Catégorie de produit	Qui est le payeur du prix et de la prime:
Les cultures de rotation pour l'amarante, les herbes et les épices, le soja, le sésame, cacahuètes, les légumes frais, les racines et les tubercules et les légumineuses pour lesquelles les prix Fairtrade existent.	<p>Seulement pour le coton et les producteurs de riz dans le cadre des contrats de production en Inde et au Pakistan :</p> <p>Le corps de promotion (PB) est le payeur de prix et le convoyeur prime. Dans les cas où le PB n'achète pas les cultures de rotation du producteur, le premier acheteur peut être le prix et le payeur prime, s'il est favorable au producteur et est convenu par écrit par toutes les parties concernées.</p>
Thé (Camellia Sinensis)	<p>Le premier acheteur est par défaut le payeur du prix et de la prime Fairtrade.</p> <p>Si le producteur vend du thé à un exportateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.</p>
Balles de sport	<p>Le premier acheteur des balles de sport est le payeur de la prime.</p> <p>Si le producteur vend des balles de sport à un exportateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.</p>
Légumes, y compris les légumineuses et les pommes de terre	<p>Le premier acheteur est le payeur du prix et de la prime.</p> <p>Si le producteur vend des légumes à un exportateur, l'exportateur peut faire office de convoyeur du prix et de la prime. L'importateur devient alors le payeur du prix et de la prime.</p>



FAIRTRADE
INTERNATIONAL

Cette version du standard du Commerce Équitable Fairtrade a été traduite de l'anglais. Bien que Fairtrade International ait fourni tous les efforts nécessaires pour offrir une traduction fidèle et de qualité, il est cependant à noter que la version anglaise prévaut lors de la certification et en cas de désaccord.

Copyright © 2005 Fairtrade Labelling Organizations International e.V. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, sous forme enregistrée ou autre, sans autorisation.